

**Jean-Pierre Rive**

# Traversées libératrices





Jean-Pierre Rive

# Traversées libératrices

*Cahiers des Chemins de Tolérance*

*Les Lumières en Cévennes*

*Traversées libératrices / 3*



# Un artisan de la pensée

Durant plusieurs étés, fidèle intervenant du festival *Les Chemins de Tolérance, les Lumières en Cévennes*, notre ami le Pasteur Jean-Pierre Rive a toujours partagé son travail et ses réflexions intellectuelles avec bienveillance. Ses cheminements de la pensée, souvent inattendus et iconoclastes, tout comme ses analyses parfaitement documentées et référencées, ont mobilisé un public fidélisé par les thèmes qu'il sait toujours aborder et traiter avec érudition et sincérité. Son engagement éthique et militant pour une démocratie réelle et la disparition des inégalités sociales et culturelles constitue l'assise d'une parole toujours reliée au réel et à la connaissance des territoires qu'il a servi de nombreuses années, tant en qualité de ministre du Protestantisme, qu'en responsabilités professionnelles de cadre territorial.

Travaillant avec minutie les questions de démocratie, de gestion et de représentation politique au plus près des citoyens, il fait cheminer ses auditeurs entre utopies, messianisme, réal-politique et dérives dictatoriales.

Investissant le champ du politique, de la croyance religieuse, de la laïcité et de la philosophie, Jean-Pierre Rive cultive avec force et pédagogie une volonté d'expliquer, d'affirmer et d'anticiper ce que devrait être le devenir de l'humanité. Il est toujours attaché à l'objectif affiché de permettre la compréhension des sujets traités. De toutes ses conférences présentées au fil de nos manifestations, certaines ont été publiées par des sites protestants en ligne sur internet.

Dans les pages qui suivent, il s'efforce de démontrer comment nos sociétés se retrouvent confrontées à une multitude de crises sociales, énergétiques, écologiques, culturelles enfin. Partant des causalités, il interroge les chemins d'une rédemption sociale où le *vivre ensemble* des terriens ne serait pas qu'une formule creuse.

Infatigable défenseur de la citoyenneté à la française, de la laïcité et des valeurs d'une République qui devrait davantage se remettre en question pour œuvrer à une farouche amélioration de la vie commune, l'auteur de cet ouvrage s'efforce d'offrir non pas des solutions à l'emporte-pièces, mais des sentiers offerts pour des lendemains à saisir, bien éloignés des schémas réducteurs et politiques.

L'association Active a proposé la publication de cet ouvrage, honorant ainsi un cheminement intellectuel et un impressionnant travail de recherche et de questionnements. Ici, le lecteur va découvrir ou redécouvrir l'essence profonde d'une pensée humaniste, toujours enracinée dans l'expérience de la vie et profondément impliquée dans notre temps.

Celui des doutes.

Alain Bellet

# Ce moment charnière qui se profile

Table-ronde *Les Religions face à la crise*, Revue *Passages*  
Chatenay-Malabry (Hauts-de-Seine), 21 octobre 2012

Quatre années après la crise financière de 2008, huit ans avant la crise sanitaire du Covid-19, dans une intervention prononcée lors d'une table ronde (1), je soulignais le rôle particulier des chrétiens comme *ferments de lucidité*, lorsque les certitudes s'effondrent et que les crises s'accumulent. Face à ce qui peut se révéler une *crise salutaire*, il faudrait, « plutôt que de nous réfugier dans les idolâtries éphémères, d'abord être reconnaissants de ce moment charnière qui se profile, un moment propice à déverrouiller nos imaginaires. »

Nous sommes dans une époque où se sont effondrées beaucoup de certitudes : celle d'une société communiste qui a été l'espoir de nombreux peuples au XX<sup>e</sup> siècle ; celle d'une science qui pensait pouvoir répondre à tous les questionnements ; celle d'une technique qui apporterait le bien-être à la très grande majorité ; celle d'un marché planétaire censé sortir de la misère les peuples les plus exposés à l'exploitation, à la malnutrition, aux catastrophes naturelles. Aujourd'hui, tout cela est en crise et cette crise est d'une ampleur inédite.

Bien sûr, avant nous, des empires se sont effondrés, d'autres les ont remplacés. Ne serait-ce que dans l'histoire biblique, on voit Ninive supplantée par Babylone, Babylone supplantée par Athènes, Athènes supplantée par Rome. Mais aujourd'hui

Pékin ou Delhi ne supplanteront jamais Berlin ou Washington car, dans toutes ses formes, la crise est mondiale.

## **Une accumulation de crises**

Si on a craint de voir la destruction de la planète par le nucléaire, on peut craindre aujourd'hui que la destruction de la vie sur terre ne soit le résultat d'une exploitation illimitée des ressources, exploitation qui, si elle ne cesse pas à l'échéance d'une génération, au maximum, entraînera des catastrophes qu'aucun État, aucune gouvernance mondiale ne sera en mesure de juguler. C'est la première crise majeure à laquelle nous nous affrontons, celle du rapport de l'homme à la nature, à la création, à son environnement.

La deuxième crise majeure à laquelle nous nous affrontons, est celle du vivre ensemble, de notre capacité même à vivre ensemble : vivre ensemble dans nos sociétés, vivre ensemble entre les peuples. Car cette exploitation de la nature s'est faite - il faut bien le dire - dans une distorsion de plus en plus grande entre les bénéficiaires du développement et les laissés pour compte du sous-développement.

Nos sociétés, pourtant démocratiques, ont laissé se mettre en place un système pervers : l'enrichissement des uns s'est toujours fait au détriment d'une majorité qui, bien que relativement bénéficiaire d'une croissance matérielle, s'est toujours vu distancer par une oligarchie marquée par la cupidité et le désir de rentabilité. Les capitaux financiers ont été utilisés au détriment des conditions de vie et de travail de la grande majorité.

Cette crise du vivre ensemble porte un nom : l'injustice. Bien sûr, il faut avoir en tête que nous appartenons à des peuples privilégiés, privilégiés par la colonisation, puis par des contrats inéquitables, alors que d'autres peuples ont été asservis. Ces peuples sont confrontés aujourd'hui au désir compréhensible



de ceux qui, voulant quitter des terres où la détresse règne, aspirent à trouver un havre de paix parmi nous. L'immigration, dont on nous dit à longueur de journée qu'elle menace notre bien-être, notre sécurité, n'est que le juste retour de nos pratiques du passé et de notre présent. Oui, il nous faut vivre ensemble. Ces écarts que nous avons subis, ces écarts que nous avons suscités, ces écarts dont nous avons profité, nous devons aujourd'hui les assumer. Et loin de nous laisser berner par les alarmes sécuritaires, il nous faut aujourd'hui savoir que cette crise du vivre ensemble, qu'actuellement on peut à peu près réguler par des quotas aux frontières, ne fait que commencer. L'ampleur probable des migrations à venir n'a rien à voir avec ce que nous connaissons aujourd'hui.

Alors, au-delà de ces crises majeures, d'autres crises marquent aussi nos sociétés. Et d'abord celle qui fait en ce moment la une des médias, la crise financière. Au passage, ne marque-t-elle pas la fin de cette idole majeure que la Bible nomme Mammon ? Cette crise illustre bien l'irresponsabilité de nombreux gouvernements de droite et de gauche dans tous nos États dits développés : crise des liquidités et de la monnaie en circulation, qui n'a plus aucun rapport avec la réalité des biens ou des services échangés ; crise de la dette dont nous sommes complices puisque nous avons accepté, victimes de la publicité et du marketing, de vivre durant des décennies au-dessus de nos moyens.

Aujourd'hui, ce monde s'effondre et en s'effondrant, il entraînera une crise sociale majeure ; celle-ci se profile à l'horizon et qui peut-être est déjà là. Cette crise sociale va sans doute exacerber les réflexes de peur et de méfiance qui se mettent en place lorsque les menaces sur les biens, quand ce n'est sur les personnes, se précisent. On voit déjà se répandre, exploser le sentiment d'insécurité, alimenté par les médias et aussi par les petites phrases honteuses d'apprentis-sorciers. Sournement et publiquement se mettent en place des

dispositifs de sécurité, des arsenaux de textes répressifs, des surveillances qui, menaçant les libertés, nous conduisent à l'étouffement. On pourrait poursuivre cette description d'une société malade, malade des impératifs de concurrence, de performance, d'efficacité, de réactivité et de compétitivité.

## **Esquiver la crise, ou agir pour un autre avenir ?**

Alors, dans ce monde, des voix s'élèvent, des comportements se mettent en place, qui sont autant de manières de s'aveugler sur la réalité.

Je veux évoquer brièvement quelques comportements d'esquive de cette crise qui nous touche. Pensons d'abord à ce personnel politique qui, sans vouloir distinguer les appartenances des uns et des autres, s'entête à faire miroiter un retour plus ou moins prochain à la croissance, un peu comme on attend le retour du Messie. Malgré le ton contraint de gravité de certains, l'issue de la crise qui nous atteint semble, pour la plupart d'entre eux, être liée à un retour de la croissance. Pour des raisons qui, je l'espère, ne sont pas uniquement électorales, nous sommes loin d'un Winston Churchill qui osait, dans un discours, prévoir de la peine, du sang, de la sueur et des larmes. Un consensus dérisoire à promettre encore des lendemains qui chantent fonctionne encore. On le voit, ne serait-ce que par le refus de nos élus d'employer le mot *austérité*. Serait-ce que l'austérité obligerait à plus de justice, à davantage de solidarité, et que cela soulève le cœur aux privilégiés de notre société ?

Et puis, je pense aussi à ceux qui adoptent une philosophie personnelle empreinte de mépris, relevant du vieil adage *Après moi le déluge*, et qui, comme si rien ne changeait, cultivent sur leur planète égoïste la toute-puissance et la douce jouissance immédiates. Il y a ceux qui, conscients eux aussi de la fin d'un monde sans avenir, s'anesthésient dans des addictions de

toutes natures. Tous ces comportements sont les symptômes d'un désespoir suicidaire.

J'ajouterai à cette longue énumération ceux qui, incapables d'assumer une réalité incontournable, se réfugient dans le virtuel. Notre société, qui a érigé sa vie publique en spectacle, est en train de convaincre une part grandissante de nos concitoyens que le mirage est plus près que la réalité et qu'un bon *reality show* soigne bien mieux qu'une pétition, une revendication ou une manifestation.

Mais il y en a encore qui pensent, contre vents et marées, que tout n'est pas joué, qui font obstacle au vieux discours libéral de Madame Thatcher, laquelle disait en son temps : « On ne peut pas faire autrement » (2). Il y en a encore qui pensent et qui agissent pour que l'avenir ne soit pas joué, pour qu'il s'évade du carcan des gouvernances mondiales manipulées par une oligarchie internationale aux intérêts étroitement liés, pour que cet avenir soit rendu au peuple, à ceux qui travaillent et qui peinent afin de pouvoir vivre et laisser en héritage à leurs enfants une terre encore vivable, une société conviviale.

## **Les chrétiens, ferments de lucidité**

J'en viens maintenant à un point qui semble nous concerner plus directement. Les chrétiens ont-ils une parole particulière à dire à ce monde ? Les chrétiens ont-ils des gestes particuliers à inscrire dans l'histoire telle qu'elle se présente à nous aujourd'hui ?

J'ai envie de dire d'abord, et je pense que toutes les religions seront interpellées dans le même sens, que les chrétiens doivent être des ferments de lucidité. Disciples de celui qui a dit : « Je suis la vérité, le chemin et la vie » (3), leur parole peut être empreinte de lucidité, porteuse de lumière et de vérité.

Il s'agit de mettre à nu ce qui est caché, camouflé. Voilà une première audace salutaire que nous pouvons mettre en œuvre.

Je pense que dans notre monde une accoutumance au mensonge interdit le véritable échange. Ici, je ne vise pas telle ou telle personnalité politique prise en flagrant délit de mensonge, mais plutôt l'élaboration persistante d'un langage sophistiqué qui, dans la bouche de nos dirigeants, n'a qu'un but : modifier, voire dénaturer le réel, en tous cas le masquer, se le masquer. Premier ministre, de culture protestante, Michel Rocard avait voulu restaurer le *parler vrai*. L'intention était louable, mais lui-même ne se rendait pas compte de l'enfermement dans lequel la parole publique, prisonnière des médias et des échéances électorales, se débattait sans cesse. « La fin de ce monde n'est pas la fin du monde ».

Quand donc s'élèvera celui qui, parmi nos élites, osera dire : « La croissance, c'est fini. Un vent de tornade est passé. Il y aura de la peine et des larmes, mais nous avons la justice et l'espérance de la parole » ? Et c'est peut-être aux chrétiens qu'il revient de dire à ce monde qui tremble que la fin de ce monde n'est pas la fin du monde et qu'un avenir heureux est possible. De le dire avec d'autres, à l'instar de saint Augustin lorsque Rome fut mise à sac par Alaric (4).

Nous allons devoir traverser un redoutable désert. Mais nous apercevrons un monde heureux à l'horizon et, sur le chemin qui y mène, nous serons davantage fraternels ; il faudra redistribuer les richesses, partager les ressources, retrouver de la sobriété dans l'usage des biens, de la simplicité dans les comportements. On peut évoquer la remise du compte à zéro, toutes les sept fois sept ans, telle qu'elle est évoquée dans le *Lévitique* (5). Le premier témoignage, pour les chrétiens, c'est de dire la vérité, c'est de rappeler que la croissance, cette quête sécularisée du salut, n'est pas un objectif à défendre, n'est pas un dogme intangible. Cependant, le partage juste et équitable de ce qui nous a été offert est une condition pour qu'une vie commune soit possible.

En évoquant maintenant un autre tabou, je serai peut-être en désaccord avec certains d'entre vous. Il s'agit de cette fameuse mondialisation. D'aucuns y ont vu un accomplissement du projet universaliste de Paul, l'apôtre des nations. Pourtant, l'universalité du salut que nous propose l'Évangile n'a jamais été l'uniformisation dans une société où Coca-Cola et Mac Do sont les rois. Il nous faut abandonner cette vision impériale qui prétend que les grandes questions vitales se règlent dans des grandes institutions dont on voudrait qu'elles soient toutes puissantes. Nous sommes alors peu éloignés du projet contre Dieu qui nous est rapporté dans le récit de la tour de Babel (6). On sait ce qu'il en est advenu. Je pense que les expériences récentes des différents sommets - Copenhague et autres G20 - ont montré l'incapacité de nos élites à coopérer.

L'heure n'est plus aux enjeux de pouvoir pour assurer la sécurité des uns au détriment des autres. L'heure est aux choix courageux que, ici et là, des hommes et des femmes déterminés peuvent assumer et qui, par la vertu de l'exemplarité, mettent en œuvre des nouveaux modes de vie, des nouvelles manières de produire, d'échanger, de diriger, de gouverner. « S'il en est ainsi, la crise qui nous inquiète, qui nous fait peur, est probablement une crise salutaire ».

De même, par exemple, que les cercles de silence rassemblent ceux qui résistent aux tentations xénophobes, de même des cercles de partage pourront être demain ces lieux de résistance à un monde fou et dérisoire, et constituer les germes d'une vie commune, libre, apaisée et solidaire. La vie nouvelle attendue ne sera pas le résultat de grandes négociations internationales, mais le résultat de la démultiplication de grumeaux de convivialité qui feront lever la pâte d'un monde meilleur dont la gestation est semblable à celle de ces petites ecclésiologies qui, au début de l'ère chrétienne, là où deux ou trois étaient réunis, furent les petits cailloux blancs d'une route sur laquelle les pèlerins du royaume de paix et de justice se retrouvaient en

confiance. Et c'est là aussi une des convictions qui doit animer sans relâche les bâtisseurs de cet avenir.

Nous vivons depuis plusieurs siècles sur l'idée que l'homme est nuisible à l'homme et que seul un encadrement sévère contractuel de ses comportements, une contractualisation serrée de ses échanges peuvent apporter la sécurité du vivre ensemble. La méfiance est le moteur pervers d'une dynamique sociale où le rapport de forces fait office de norme.

Pourtant, à l'usage, on sait à quels étouffements ceci conduit. Aussi - et c'est là que l'Évangile nous ouvre à une autre problématique - l'homme n'est pas le délinquant potentiel qui vient me menacer dans mes biens ou ma vie et dont je dois me méfier, mais un frère avec lequel je peux faire un bout de chemin, pour construire, dans une utilité partagée, un espace et un temps bénéfiques.

Il est vrai que nous avons tous notre part d'obscurité, notre face sombre, mais véritablement, c'est là-dessus que se joue le réalisme de la parole à laquelle nous croyons, sa force de transfiguration. Le risque de la foi, de la foi au sens très large, de la confiance qui fait crédit à celui que nous croisons, est source de vie. Tandis que le risque dont nous voulons nous prémunir pour parer à toute éventualité malheureuse est un virus mortel. D'une société de défiance prête à assurer sa sécurité à n'importe quel prix, il nous faut passer à une société de confiance audacieuse, courageuse, libérée de la peur, des étouffements multiples, pour que demain soit possible. S'il en est ainsi, la crise qui nous inquiète, qui nous fait peur, est probablement une crise salutaire. Et, plutôt que de nous réfugier dans les idolâtries éphémères que nous impose un système en ruines, il nous faut être reconnaissants de ce moment charnière qui se profile, un moment propice à déverrouiller nos imaginaires, un moment de discernement touché par l'essentiel. Demain, peut-être, faudra-t-il, comme

bien d'autres dans des contrées hostiles, nous contenter de moins, de peu, et en être reconnaissants.

L'heure n'est plus à la consommation pléthorique de produits préfabriqués, mais à la sauvegarde de l'indispensable dans un climat de justice et de partage. Pour cela, il nous faut retourner à la ferveur, la ferveur des joies simples : avoir un toit, se nourrir, se réjouir, prendre soin des autres. Si la parole des prophètes, d'Ésaïe, de Michée annonçant ce monde où le loup et l'agneau paissent ensemble, où l'on ne fait pas de tort à son voisin, où les Nations ne tirent plus victoire les unes des autres (7), si cette parole est vraiment incarnée, alors nous pouvons ne plus lutter.

Ce rêve est une réalité, cette utopie est à portée de voix, à portée de main. C'est le moment, l'instant de la saisir.

## Notes

---

(1) Table ronde organisée par la revue *Passages* le 21 octobre 2012 à Chatenay-Malabry. Après une introduction par l'ingénieur général Claude Liévens, sont intervenus Émile H. Malet (directeur de la revue *Passages*), Monseigneur Michel Dubost (évêque catholique d'Évry), le Grand Rabbin Haïm Korsia (aumônier général israélite des armées), Mohamed Aiouaz (adjoint au Recteur de la Grande Mosquée de Paris), Jean-Pierre Rive (alors président de la commission *Église et société* de la Fédération Protestante de France) et Julia Kristeva, écrivain et psychanalyste.

(2) *There really is no alternative* : phrase prononcée par la première ministre britannique le 25 juin 1980, lors d'une conférence de presse pour défendre sa politique monétariste contre l'inflation.

(3) *Evangile de Jean*, chapitre 14, verset 6.

(4) Voir le sermon 81 prononcé par Augustin pour les chrétiens d'Hippone après l'annonce du sac de Rome par les Wisigoths d'Alaric en 410, où il dit entre autres : « Voici venir une tribulation ; elle sera pour toi ce que tu voudras, une épreuve ou ta condamnation. Elle sera ce que tu seras toi-même. ».

(5) L'année du jubilé et les dispositifs de rachat et d'annulation des dettes tels qu'ils sont dictés par Dieu à Moïse dans *Lévitique* 25, 8 à 55.

(6) *Genèse* 11, 1 à 9.

(7) *Ésaïe* 11 et *Michée* 4, 1 à 8.





# Citoyenneté et appartenances culturelles

*Les Chemins de Tolérance, Les Lumières en Cévennes*  
3<sup>ème</sup> édition du festival, Valleraugue, 15 juillet 2017  
Publié sur le site du *Christianisme social* (1)

Compromis instable et toujours difficile entre la liberté individuelle du citoyen et le besoin de protection collective assurée par l'État, la citoyenneté républicaine est aujourd'hui plus que jamais en débat car à *l'optimisme fédérateur* qui semblait l'avoir portée jusqu'aux *Trente glorieuses* se sont substitué *progressivement de nouvelles peurs* devant les changements en cours. Plutôt que se raidir face à l'autre, peut-être est-ce le moment de « faire le deuil de ce monde uniformisé, mondialisé, prédateur et suicidaire et de croire à la fraternité, ce parent pauvre de notre devise que nous avons souvent occulté au profit d'une égalité incantatoire et formelle et d'une liberté égoïste et sans vertu. »

## **Les deux socles de la citoyenneté républicaine : L'individu et l'État.**

La citoyenneté républicaine, c'est-à-dire l'appartenance à une nation, dotée d'institutions partagées et reconnues sur un territoire délimité par des frontières, me paraît avoir, sans remonter à la pensée dite médiévale, deux socles :  
Tout d'abord, le *cogito* cartésien, le « Je doute, donc je pense, donc je suis ».

Tout simplement, c'est avec le *cogito* qu'apparaît clairement dans notre histoire cette identité individuelle qui, mettant en doute tous les héritages, reconstruit un monde où la responsabilité personnelle entre en jeu avec force. C'est cet individu qui dans sa solitude initiale est appelé à partager un monde commun, débarrassé, si l'on peut dire, de toutes les doctrines, erreurs, et normes imposées que les traditions lui ont inculquées.

Le *cogito*, s'il est quête de la vérité, est peut-être avant tout un chemin de désobéissance en route vers la liberté.

Le deuxième socle se trouve à mon avis dans la pensée de Hobbes, ce presque contemporain de Descartes, un des fondateurs de la pensée politique moderne, pour qui cette liberté, et il le constate avec regret, est source de violence entre les hommes puisqu'elle conduit à la guerre de tous contre tous, illustrée par cette formule célèbre : « L'homme est un loup pour l'homme ». Et qu'il faudra donc, pour vivre ensemble hors de cet état de guerre permanente, abandonner sa liberté ou du moins une part au *Léviathan*, ce monstre biblique qui désigne l'État, l'État répressif qui, en rognant les ailes de la liberté, assure à chacun un minimum de sécurité et peut-être une égalité moins fragile face aux forces inhérentes à une nature humaine dépourvue de normes.

Les Lumières, pour leur part, et là je vais très vite, prenant acte de ces réalités dans un optimisme progressiste certain, ont estimé, espéré que ces violentes libertés pouvaient être corrigées, que l'homme était en progrès, que sa nature libérée des contraintes héritées du passé pouvait être perfectible par l'éducation en premier lieu. Et ici, c'est à Condorcet que l'on pense particulièrement : l'émancipation était de toute évidence un bienfait et à terme l'harmonie attendue verrait le jour dans un État raisonnable, juste et pacifique : « Il arrivera, donc, ce moment où le soleil

n'éclairera plus, sur la terre, que des hommes libres, et ne reconnaissant d'autre maître que leur raison » (2).

Le philosophe Hegel, au siècle suivant, verra dans cette harmonie que l'État procure l'incarnation de la présence discrète mais ferme de la Raison, qui pour lui anime toute l'Histoire, de l'origine à la fin. On connaît sa ferveur pour Napoléon en qui il a vu passer *l'âme du monde* (3).

## **Un déploiement difficile sous l'égide de la raison**

Le déploiement de ces idées, qui débouchent sur la conception qui sous-tend notre idéal républicain et son optimisme, ne s'est pas fait sans lutte.

En premier lieu, et je m'en tiens à la France, l'Église catholique a manifesté de fortes résistances. Mais progressivement, les confrontations se sont apaisées et la République conquérante a géré les appartenances culturelles, y compris religieuses, avec un certain doigté que son optimisme et sa solidité grandissante lui permettaient. Cela dit, il faut néanmoins noter quelques outrages de la République à l'égard des différences qui en son sein ou dans son Empire se manifestaient : peut-être vous souvenez vous de ce petit pamphlet que Morvan Lebesque, célèbre chroniqueur du *Canard Enchaîné* a commis en 1970 : « Comment peut-on être breton ? » Il y détaille les mesures discriminatoires, les pressions et la répression qu'a exercé la République envers des enfants, en particulier ceux qui à l'école s'exprimaient en breton. On sait aussi à quel point les cultures des peuples que nous avons colonisés aux XIXe et XXe siècles ont été malmenées, voire éradiquées au nom d'une alliance douteuse entre un christianisme arrogant et une République sûre de ses valeurs universelles et de la suprématie de sa culture. Mais globalement, on pouvait avoir la croyance ferme que le progrès corrigerait ces excès.

C'est donc dans un relatif apaisement que nous nous sommes installés tant bien que mal : la République et les cultures ont fait sinon bon ménage, du moins un mariage de raison. Il est vrai que l'optimisme était de rigueur : la raison triomphante, tant sur le plan de la science positiviste que de la performance économique et de l'aboutissement d'institutions politiques républicaines et démocratiques, autorisait la générosité et les audaces.

La République pouvait accueillir sur son territoire des cultures et des religions différentes sans qu'elle se sente menacée.

Les tensions sociales inhérentes à toute vie collective étaient-elles-même encadrées par des forces politiques qui, tout en canalisant les mécontentements par l'éducation populaire et la représentation démocratique, rassemblaient, dans un même conformisme de la croyance au progrès, des migrations européennes, maghrébines, subsahariennes ou extrême-orientales, et des classes sociales défavorisées qui, tout compte fait, se satisfaisaient de la croyance au ruissellement de l'enrichissement de certains au profit de l'amélioration du niveau de vie de tous. Pour l'anecdote, originaire d'une ville méditerranéenne où stationnaient à l'époque de nombreuses troupes coloniales, j'ai pu côtoyer dans mon enfance de nombreuses familles de vétérans qui, sédentarisées à leur retraite dans cette contrée, avaient bénéficié de la part des pouvoirs publics de l'édification pour les uns d'un temple bouddhiste, pour les autres d'une mosquée, toutes choses qui à l'époque, dans les années 1950, n'avait soulevé aucun remous dans une population déjà largement habituée au métissage et au brassage ethnico-culturel.

Le *communautarisme* était étrangement absent de ce regard que nous portions les uns et les autres sur ce monde multiculturel. Il faut noter cependant que certains dénonçaient ce qu'ils appelaient une *folklorisation des cultures* désormais observées comme des pièces de musée, pointant le risque de leur

disparition prochaine. Cela était dénoncé à propos des Bretons mais aussi des Provençaux et accompagnait par ailleurs l'hypersensibilité de nos concitoyens originaires d'Outre-mer, sourcilleux sur le respect de leurs origines. Mais c'était l'époque 1945/1975 où les *Trente glorieuses* masquaient les tensions souterraines qui commençaient à gronder. Car la crise était proche, ou plutôt les crises s'approchaient.

## **L'ère des raidissements**

À l'optimisme fédérateur se substituèrent peu à peu de nouvelles peurs. La raison qui semblait mener l'histoire, celle d'une science salvatrice, celle d'une économie conquérante, celle de systèmes politiques fiables et justes, semblait battue en brèche. Le carnage industriel de la guerre de 14-18 avait déjà semé le doute. L'alliance entre la science et la technique qui avait débouché sur Hiroshima avait bien plus jeté l'effroi. La montée des régimes fascistes et nazis avait aussi bien-sûr montré comment la rationalité pouvait déboucher sur le déraisonnable, sans parler de l'échec du communisme stalinien qui, sous des dehors de démocratie populaire réfléchie, avait jeté des peuples dans la tyrannie et le chaos. Quant à l'absurdité de la mondialisation ultra-libérale, provoquant un individualisme forcené et un présentisme déraciné, elle mit un terme à cet optimisme qui depuis trois ou quatre siècles présidait à nos destinées.

Alors notre République, fragilisée comme d'autres pays européens, s'est raidie. De la séparation heureuse des Églises et de l'État en 1905, elle s'est engagée dans une idéologie laïciste qui a cru trouver et donner de la cohésion en prônant le nécessaire repli sur l'intime et le privé de toutes les différences culturelles ou religieuses qui faisaient sa richesse. Les institutions n'ont voulu avoir comme seuls interlocuteurs que des citoyens producteurs, consommateurs, soumis aux

impératifs d'un *divin marché* dominé par un signe unique, l'argent, d'autant plus virtuel qu'en 1971, le dollar, monnaie de référence mondiale, cessa d'être convertible en or, ce qui entraîna l'explosion d'une masse monétaire sans lien avec les économies réelles. C'est un autre sujet, mais cela signale l'absurdité et la déraison du monde dans lequel nous vivons ; car si tout se monnaie aujourd'hui, c'est bien-sûr le signe qu'il n'y a plus de place, ou en tout cas de moins en moins de place, pour des valeurs qui fondent des liens sociaux, des groupes d'appartenance porteurs d'héritages communs, d'identités vivantes en dialogue les unes avec les autres.

Devant l'implacable rouleau compresseur de la finance n'ont plus droit de cité que les performances, les innovations incessantes, l'accélération des processus d'échanges et le culte de la réussite, chacun devant devenir l'entrepreneur performant de son petit capital personnel, qui accable des peuples, fragilise les plus vulnérables et suscite une classe sociale hors-sol, sans lien avec le réel, dont l'objectif inavoué est de dissoudre le peuple, comme le prédisait Bertolt Brecht dans la parodie du nazisme incarnée par le personnage d'Arturo Ui (4). Si aujourd'hui le peuple est dissous, si les particularités sont bannies au profit d'un individualisme sans limite, si elles sont reçues avec une inquiétude grandissante, il est à craindre qu'elles ne ressurgissent, et c'est ce qui nous arrive avec le terrorisme, comme des monstres sanguinaires engendrés par des identités malheureuses.

### **Et si les changements allaient dans le bon sens ?**

Oui, de grands dangers nous menacent aujourd'hui et le raidissement qui soupçonne, derrière toute appartenance communautaire, un communautarisme sournois, n'est pas de bon augure. La République, nos États démocratiques, ne

survivront que si, dans un sursaut salutaire, loin de refouler dans le privé les appartenances et les héritages, ils redonnent une place dans l'espace public à ces groupes qui, s'ils manifestent une identité particulière, ne souhaitent pas s'enfermer dans une singularité exclusive mais bien s'inscrire dans un dialogue où les différences se fécondent bien plus qu'elles ne s'opposent. La neutralité des institutions est une bonne chose, mais la neutralisation de l'espace public, de ce qui fait alliance entre les différences, est un leurre lourd de danger auquel il nous faut remédier au plus vite et ceci d'autant plus que nous ne faisons que connaître le début de ces mouvements des peuples. L'immigration, loin d'être de nos jours une invasion, ne va que croître et ce ne sont pas nos frontières, nos murs, nos grillages qui vont la juguler. Il nous faut nous préparer de manière positive et non apeurée à ces rencontres qui peut-être d'ailleurs, par leur regard autre sur le monde qui est le nôtre, nous délivreront de cette angoisse apocalyptique qui nous fait croire que la fin d'un monde est la fin du monde, que le pessimisme est de rigueur après l'optimisme des Lumières et de leurs héritiers, le déclin une catastrophe.

Souvenons-nous de saint Augustin qui, face à l'effroi de ses concitoyens lors de la chute de Rome devant les Barbares, leur rappelait déjà que si un monde meurt, un autre naît. Les civilisations sont mortelles, les cités sont périssables mais souvent, c'est l'autre, l'inconnu, l'étranger, le différent, qui permet le sursaut vivifiant et non pas l'enfermement sur soi-même qui tue.

Ce qui est vrai pour l'immigration est vrai pour toutes les appartenances qui apportent de l'inattendu, de l'inimaginable. Peut-être nous faut-il faire le deuil de ce monde uniformisé, mondialisé, prédateur et suicidaire. Les grandes institutions internationales n'ont pas réussi à juguler les tensions, les ardeurs belliqueuses et réguler les inégalités. Peut-être faut-il

nous rappeler que l'État n'est qu'une forme de vie commune datée et que d'autres modes sont pour les uns à préserver, pour les autres à redéployer de telle sorte que le vivre ensemble, ne soit plus le plus petit dénominateur commun entre des différences insurmontables mais le lieu d'une symphonie où chacun, chaque groupe, joue sa propre partition, l'inscrit dans une harmonie qui est plus que la somme des différences.

### **La fraternité comme nouveau socle**

J'ai évoqué précédemment Hobbes et son pessimisme radical sur la nature humaine, les Lumières et leur optimisme quant à la perfectibilité ininterrompue, de leur point de vue, de cette même nature. Toutes choses qui ont conduit à cette situation que nous connaissons aujourd'hui et que, dans le désarroi qui nous habite, nous avons appelé *Les chemins vers la tolérance*. Tolérance, parce que, devant les violences que suscitent les différences, il existe, et c'est un espoir, des chemins qui nous rendent supportables les uns aux autres.

J'ai pourtant envie d'aller plus loin et voudrais, pour ce faire, remettre en cause une croyance théologique qui, même si elle est partagée par les incroyants, même si elle n'est pas totalement fausse, devrait être rééquilibrée. Au fond, ce qui est commun à Hobbes, aux Lumières, excepté Jean-Jacques Rousseau, à Hegel et à tous les adeptes d'une Histoire qui sans cesse s'acheminerait nécessairement vers un avenir meilleur, c'est que pour eux dès l'origine, la nature humaine est viciée pour ne pas dire vicieuse, en tous cas qu'elle est brisée dans sa vertu. Je vois là comme l'écho sournois et non-dit de ce lieu commun de toutes nos civilisations occidentales, hérité de saint Augustin : cette notion, ce dogme du péché originel. Un dogme finalement communément admis qui emporte avec lui toutes les philosophies de l'émancipation, du progrès, de la



perfectibilité, qui en fait ne sont qu'une manière élégante de contrôler, de juguler, un donné primitif à savoir : la violence originelle qui nous domine. J'ai envie de bousculer ce dogme, cette loi admise par tous. Vous me rétorquerez bien-sûr qu'il y a là un fait patent, que la violence entre les hommes, les peuples, les cultures, les religions est une constante anthropologique irréfutable et que le rêve de l'humanité d'installer un peu de tolérance au cœur même de cette violence, de ce péché originel est le chemin de dépassement envisageable de cette violence.

Si je m'autorise à remettre en cause ce dogme, hérité d'ailleurs de la tradition chrétienne et plus particulièrement protestante dans laquelle je m'inscris, c'est parce qu'il fait, à mon avis, la part trop belle à une partie du texte biblique sur lequel il se fonde. Tout le monde connaît probablement le récit de la chute, mais se souvient-on avec autant de ferveur de celui qui le précède, dans lequel il est affirmé que la Création est une bonne chose, une aventure heureuse, et que même l'apparition de l'Homme en son sein y est qualifiée de *très bonne chose* ? Alors il y a les mots et les faits bien-sûr, et les faits sont effectivement violents, troublants et inquiétants. Mais les mots ont du poids : de même qu'il y a des faits mortifères comme des faits heureux, il y a des mots qui tuent et des mots qui font vivre.

Je ne vous apprendrai pas ici que, comme le disent les linguistes, le langage et la parole sont performatifs, c'est à dire que souvent ils créent ce qu'ils énoncent, ils donnent vie à ce qu'ils désignent. Au nom de ce *péché originel*, dire que la nature humaine est mauvaise et que seuls de longs apprentissages permettront une vie commune tolérable est une chose. Dire que la nature humaine est bonne et que l'Histoire est une résistance à ce qui viendrait l'abimer en est une autre.

Il me semble que notre regard doit totalement changer de direction, se convertir si nous voulons vivre ensemble généreusement nos différences. Il nous faut bousculer nos

imaginaires hantés par cette vérité tronquée, erronée : l'autre n'est pas ce concurrent, cet ennemi potentiel dont je dois me méfier, me garder par la force et la loi, mais plutôt ce compagnon de route dont je peux prendre soin, pour qui je peux avoir de la compassion, dont je sais qu'il prendra soin de moi le moment venu et que le croisement de nos chemins sera bienheureux.

Il nous faut passer des *Chemins de tolérance* aux sentiers de la résistance. Bien plus, la rencontre avec l'autre, les autres cultures, les autres religions, les autres convictions, n'est pas une lutte pour la domination, et ici il me plaît de revenir à l'image musicale, mais un duo, un trio, peut être un quatuor et bientôt un orchestre de chambre, puis un orchestre symphonique qui nous porte ensemble. Ce chemin de résistance à ce qui voudrait nous séparer, nous diviser, peut devenir, excusez mon vocabulaire un peu connoté, un pèlerinage de la confiance, de la confiance fraternelle.

Mais la fraternité ne se décrète pas, elle ne peut pas être une institution, une nouvelle administration d'État

Au « Je pense donc je suis », un peu dubitatif, inquiet et solitaire de Descartes, peut répondre l'appel du visage de l'autre qui me fait vivre et exister, dans une ferveur qui fait de nous des cocréateurs fraternels d'un avenir heureux dans un monde commun et partagé comme Emmanuel Lévinas l'a si bien montré. Car bien-sûr, si nous ne croyons plus en un Dieu tout puissant, transcendant, qui rassemble dans un paradis ultime toutes nos histoires malheureuses, nous pouvons encore croire à la fraternité, ce parent pauvre de notre devise que nous avons souvent occulté au profit d'une égalité incantatoire et formelle, d'une liberté égoïste et sans vertu.

La fraternité est le véritable socle sur lequel nous pouvons rebâtir des communautés de vie où chacun, chaque groupe, chaque peuple, toutes les cultures se vivent comme les membres d'un corps unique qui souffre, se réjouit, s'épanouit

et se construit avec chacune et chacun. Mais la fraternité ne se décrète pas, elle ne peut pas être une institution, une nouvelle administration d'État comme le propose le philosophe de culture musulmane, Abdenour Bīdar ; elle est un combat, mais un combat qui se sait par avance victorieux parce que conforme à la bonté originelle, certes parfois abimée, qui se tient au plus profond de nous. Pour en revenir aux Lumières, je dirais avec Voltaire qu'il nous faut être tolérants certes, mais avec Rousseau j'espérerais en la promesse d'une vie fraternelle qui seule permettra aux cultures non pas tellement de se supporter, mais de se recevoir les unes les autres avec reconnaissance pour un dialogue fécond et créateur.

### **Un dernier mot : la *Commune* plutôt que l'État ?**

Nous avons réfléchi à ce parcours de la reconnaissance avec comme *non-dit*, comme imaginaire caché, l'État. L'État républicain, comme lieu de la vie commune avec ses institutions, ses grandeurs, ses incivilités. L'État d'ailleurs vécu de plus en plus comme la partie d'un tout, dont on peut douter, l'actualité le démontre, de la capacité à remettre debout notre monde vacillant. Je pense que l'État n'est pas de taille en tous les sens du terme à promouvoir ce nouvel imaginaire d'une vie commune, conviviale, fraternelle, accueillante, symphonique. L'État est le résultat d'un long processus de domination, d'une domination qui aujourd'hui se caractérise par l'urgence, la sécurité, la surveillance, qui étouffe la fraternité en la perdant dans une administration rigide, sclérosée, statufiée.

Pour être très concret, je dirais que la France a une chance : ce sont ses 36.000 communes qui, comme l'indique le mot commun, sont les lieux dynamiques et créateurs d'un vivre ensemble à taille humaine, mais aussi de taille à affronter les

défis qui se présentent à nous. Loin des écrans, des guichets, des plateformes d'appel, loin des technologies numériques, la commune est ce lieu où l'autre est encore un visage, un visage qui m'interpelle, qui m'appelle et que je peux appeler. Demain, si les dangers qui nous menacent se précisent, souvenons-nous que les communes, héritières de ces paroisses, étymologiquement, ces *maisons de vie commune*, seront très certainement ces lieux où la vie perdure, résiste et permet un avenir heureux à toutes les cultures, toutes les différences qui depuis des millénaires se sont croisées et se croiseront pour que l'humanité fonde et vive sans cesse un avenir de fraternité.

## Notes

---

(1) En introduction à son intervention, Jean-Pierre Rive précise :

« Par appartenances culturelles, on peut entendre toutes les appartenances qu'elles soient familiales, religieuses, ethniques, idéologiques et sociales ; c'est donc à un regard croisé sur ce qui fait le lien social, le déforme, le détruit ou au contraire le conforte, que je vous invite maintenant. Sachant que je ne suis pas un spécialiste, un expert de cette problématique, mais je dirais un honnête homme qui par des lectures et son expérience, pense avoir à dire quelque chose sur le sujet. Pour prendre encore une précaution, je dirais que mes références sont peut être parfois hâtives, mais l'objectif premier de ce moment étant d'ouvrir une discussion, j'assume mes imprécisions et mes raccourcis. »

(2) Condorcet, *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'Esprit humain* (Dixième époque, *Des progrès futurs de l'Esprit humain*), 1795 (posthume).

(3) Dans une lettre à son ami Niethammer après avoir vu passer l'empereur à Iéna le 13 octobre 1806 : « J'ai vu l'Empereur – cette âme du monde – sortir de la ville pour aller en reconnaissance ; c'est effectivement une sensation merveilleuse de voir un pareil individu qui, concentré ici sur un point, assis sur un cheval, s'étend sur le monde et le domine ». (4) Bertolt Brecht, *La résistible ascension d'Arturo Ui*, 1941.

# Espérance chrétienne et violences du capitalisme

*Protestants en fête, Paris-Bercy*  
28-29 septembre 2013

Avant d'aborder l'espérance chrétienne aujourd'hui, il convient d'évoquer les violences du capitalisme. Elles sont nombreuses et bien connues : dégradation de la planète, enrichissement considérable des plus riches et appauvrissement des plus pauvres, précarisation souvent menaçante pour un toujours plus grand nombre de familles, marchandisation toujours accrue des relations, monétarisation des services et bientôt des corps, nourriture falsifiée, santé menacée par les impératifs financiers, immigration pénalisée et criminalisée, etc...

Mais il y a aussi dans nos sociétés qui s'affichent comme démocratiques une violence plus sournoise, celle de certaines de nos institutions qui, par leur gigantisme et leur standardisation et ceci malgré les efforts de certains de leurs agents, rejettent l'autre dans l'anonymat d'un guichet ou d'un dossier numérisé, aggravant ainsi des situations réelles de souffrance qui conduisent au désespoir. Cette violence de plus génère, en réponse à cette violence, des comportements eux-mêmes violents (1). Le sentiment d'impuissance et d'absurdité provoque des réactions violentes et parfois criminelles qui sont autant de symptômes des impasses d'un monde qui ne sait plus où il va. Et puis il y a la violence des mots, des mots qui ne veulent plus prendre en compte ces réalités, des discours anesthésiants qui sont autant de dénégations d'une

situation qui risque de déboucher maintenant dans un avenir proche sur des catastrophes coûteuses en vies humaines, sur des troubles sociaux incontrôlables, sur des souffrances majeures.

Il s'agit là d'une violence où les connivences entre les puissants sont immenses, des connivences qui se manifestent entre autres dans l'élaboration d'une langue qui, sous des dehors d'expertise et de réalisme, est un écran de fumée destiné à consolider des pratiques économiques et financières et organise la mise en forme d'un *récit* qui veut montrer, comme le faisaient les mythes des religions traditionnelles, qu'il y a un destin incontournable et que l'on ne peut pas *faire autrement*. Ainsi les imaginaires s'appauvrissent et les peuples sont maintenus dans une apathie réduite au silence ; leurs révoltes souvent brouillonnes sont le signe de leur dépossession de leur avenir par un langage savant et autorisé qui ne veut pas dire le vrai et conforte une minorité dominante en quête du maintien de ses privilèges.

Quelques exemples : Tout d'abord, une remarque sur le mot *capitalisme*, que certains ne veulent plus employer parce qu'usé, non pertinent et que l'on remplace par *néolibéralisme* ou auquel on accole l'adjectif *financier* pour faire oublier une réalité toute simple, à savoir que les richesses sont devenues de plus en plus la propriété d'une infime minorité et que la concentration de la propriété a atteint des sommets inouïs.

On a aussi remplacé le mot *opprimé* par le mot *exclu* ; le premier signalait trop clairement qu'il y avait des oppresseurs, le second renvoie plus à la responsabilité individuelle de celui qui se trouve exclu par sa propre faute. La liste est longue de tous ces euphémismes malheureux qui font de la *bonne* une *employée de maison*, du balayeur un *technicien de surface*. D'autres signalent un non-dit significatif : les gardiens de la paix ont été remplacés par des agents de sécurité, les responsables du

personnel sont désormais des directeurs des ressources humaines ; quant au langage de certains de nos économistes, ils font parfois sourire lorsque l'on évoque *une croissance négative*, mais pleurer lorsque l'on oblitère derrière les *ajustements structurels du FMI* ou les *plans sociaux des entreprises* les dégâts considérables qu'ils provoquent : famine, suicides, familles brisées, délogées, séparées....

Alors, en face de ce sombre tableau, que nous dit *l'Espérance « chrétienne »* ?

Karl Marx avait peut-être raison lorsque, à propos de la religion, il parlait d'opium du peuple (2). Parfois la Foi chrétienne, il est vrai mal digérée par certains de ses clercs, a été cette porte de sortie pour ceux qui, ne voyant pas venir la fin de leurs souffrances, se sont laissé convaincre par un discours apaisant qui, faute d'une sortie dès à présent de leur condition d'oppression, leur promettait un au-delà juste et paisible ; mais heureusement cette religion n'a plus cours et l'espérance chrétienne se forge de nouveaux chemins.

Alors, dans ce temps de grande mutation que certains nient par intérêt cynique ou aveuglement naïf, il nous appartient dans la lucidité qui nous est offerte, non seulement à nous chrétiens, mais aussi à tous ceux pour qui la création et ceux qui l'habitent est chère, de recevoir l'espérance dont le Christ est le garant, comme le moyen par excellence de résister ; résister par la Parole, la parole redonnée à ceux qui ne l'ont plus, la parole qui restaure la dignité de ceux qui sont écrasés, la parole qui bouleverse ceux qui ont fait fausse route et les conduit à changer de comportements.

Aussi, l'Espérance chrétienne exige et s'incarne dans un renouveau de *lucidité* sur le monde qui nous environne. L'espérance chrétienne doit tout d'abord fonctionner comme une mise à nu de tous les mensonges qui nous empoisonnent.

Elle est de l'ordre de la *vérité* ; une vérité qui ne tombe pas du ciel mais qui se construit pas à pas, ne se satisfaisant pas de la doxa néolibérale établie, en démêle les camouflages, en dénonce les esquives, en dissipe les illusions.

Ainsi, de nos jours il est urgent de démanteler la nouvelle religiosité qui attend le retour de la croissance comme le messie, endort les esprits et freine les désirs de libération. Il est à noter que le mot croissance est parfois remplacé par le mot « reprise » dont le double sens évoque bien qu'il ne s'agit pas de faire du neuf mais bien de perpétuer le costume usagé du système oppresseur par quelques raccommodages de surface qui ne posent pas la question d'un changement radical. Il semblerait que la raison qui nous a conduit à nos impasses actuelles et les dangers immenses qui en découlent ne soit pas capable d'en dépasser la *déraison*.

Ainsi, dans un premier temps, l'espérance chrétienne peut nous conduire à nous libérer de ce langage économique, monopolisé par quelques vedettes grassement rémunérées, pratiquant le cumul des fonctions et ainsi otages d'un système qu'il n'est pas en leur pouvoir de bousculer. En effet, il semble que ce langage économique fonctionne comme une religion tardive avec ses orthodoxies, ses dissidences, ses hérésies. Il est comme un filtre qui ne laisse passer de la réalité que ce qui peut être rationalisé, compté, calculé et en fin de compte mathématisable. Or ce langage est un, parmi d'autres, et rien ne peut justifier sa suprématie pour aborder ce qui compte vraiment dans la vie des hommes, des familles, des peuples et de la création. Le langage économique doit être impérativement réencastré, réenchâssé dans le vivant sous peine, mais c'est déjà probablement le cas, de s'installer, comme un corpus de dogmes étrangers à la vie telle qu'elle est vécue par des milliards de personnes et, en particulier, par les plus fragiles et les plus vulnérables.



Il y a donc une première nécessité : réinventer après un examen lucide une langue commune qui, renonçant à l'impérialisme des indices, des statistiques, des chiffres, véhicule des promesses de vie, à la place des volontés de puissance et de maîtrise qui sont le socle d'un colosse aux pieds d'argile, cette gnose économique globalisée et capturée par ses prêtres. Il est temps, sans nostalgie du passé, de revenir à ce que la théologie ancienne appelait l'économie du salut que les puissants, dans leur hybris, leur orgueil et leur paganisme nihiliste, ont remplacé par le fol espoir du salut par l'économie.

La théologie chrétienne peut nous y conduire parce qu'elle est chargée d'espérance, une espérance qui ne se noie pas dans les prophéties hasardeuses de lendemains qui voudraient offrir toujours plus de production, de consommation, d'accumulation, d'addictions technologiques, de création monétaire, mais qui nourrit le présent d'une ferveur sans limites pour la vie telle qu'elle nous a été donnée.

De même que le Christ ne cédait pas sur le mal, en ne cédant pas sur les mots, il nous appartient aujourd'hui de résister à ce langage qui nous plombe. L'Espérance chrétienne a un fondement ferme : le Christ vivant, celui qui a nourri des foules affamées, celui qui a guéri des malades sans soins, celui qui a bousculé les pouvoirs religieux et politiques de son temps et leurs petits arrangements de circonstance et nous a ouvert les portes de l'inimaginable et de l'impossible.

Rappelons-nous, Il nous a promis de nous donner la force jour après jour pour faire des œuvres encore plus grandes que les siennes. Alors oui, *on peut faire autrement*. Oui, la propriété des grandes entreprises par une petite minorité n'est pas un tabou incontournable. Oui, les dettes immenses créées par une spéculation infernale peuvent être englouties dans un renouveau du sens de la gratuité et du don. Oui, la monnaie n'est pas le signe unique qui donne la mesure du bonheur et

des relations entre les hommes. Oui, le dollar, le yen, le rouble ou l'euro ne sont que des conventions fabriquées de toutes pièces qui n'ont pas plus de réalité que celle d'une ligne virtuelle sur l'écran d'un trader. Le dieu Mammon, l'argent roi, est nu ; il n'est que le signe sans consistance de nos aveuglements peuplés d'illusions. Bientôt cela sera une évidence lumineuse : « le cœur de la grande moissonneuse batteuse de la finance s'éteint, » comme le dit l'anthropologue belge Paul Jorion. Encore un peu de temps et son obscurité pourra s'observer.

Mais si l'espérance chrétienne n'est pas un anesthésiant, elle n'est pas non plus simplement une résistance, elle est aussi une présence concrète d'une communauté agissante, une communauté qui éclaire, propose, mais aussi met en œuvre la paix et la justice promises. L'espérance se conjugue au présent, elle se conjugue dans tous ces lieux de convivialité qu'il nous faut redécouvrir, redéployer, accompagner, dans tous ces espaces de gratuité où l'argent est inutile, dans tous ces temps de partage, d'échange, de coopération où l'argent est sans valeur. Comme des bulles qui, de ci de là émergent à la surface d'un liquide en ébullition, nous pouvons être les témoins de ce monde qui vient et qui en permanence affleure celui qui meurt.

Témoins, observateurs, acteurs, disséminateurs, n'ayons pas l'ambition de peser comme un lobby puissant sur ces grandes instances internationales dont les échecs répétés et l'impuissance manifeste sont la sanction d'un orgueil démesuré, le même qui conduisit nos ancêtres à vouloir toucher le ciel, être comme des dieux et entraînaient la ruine de Babel. En revanche, sachons mettre à profit l'instant présent, cette petite porte par laquelle le Messie, c'est-à-dire « ce temps de paix et de justice, peut se glisser, s'infiltrer à tout moment », Walter Benjamin, cité par Agamben dans *Le temps*

*qui reste.* Ce temps attendu, ce temps qui nous reste, est ce temps où nous pouvons en toute liberté créer ces signes exemplaires qui tracent le sillon d'un monde nouveau qui montre à quel point l'ancien a fait son temps.

Alors, ne sombrons pas dans le désespoir des contemporains de Saint-Augustin qui devait les consoler et les relever en leur rappelant que la fin de Rome n'était pas la fin du monde. Mais ne nous laissons pas plus aller à l'ambition aveugle de restaurer ce qui est déjà en train de passer. Conservons par-dessus tout l'Espérance fervente qui est le socle du désir de construire un monde nouveau qui offre dignité, paix, justice et fraternité à tous. Conservons la Foi, c'est-à-dire la Confiance que rien ne peut ébranler dans ce temps qui vient. Le Deutéronome, ce texte qui servit un petit roi fragile dans son projet de restauration d'un peuple qui avait oublié la fraternité, nous dit « J'ai mis devant toi la vie ou la mort, choisis la Vie ! ». Alors choisissons la Vie et faisons-la rayonner partout, dans l'Humilité, nous ne sommes pas des dieux, dans la Confiance, il en faut beaucoup pour vivre ensemble, dans l'Espérance, car c'est elle qui fait de nous des témoins pour que la création poursuive sa route.

## Notes

---

1) Les incivilités des jeunes et des moins jeunes sont parfois une réponse aux incivilités latentes de dispositifs administratifs kafkaïens qui sont un mépris des plus vulnérables.

2) En citant Karl Marx, il faudrait méditer le texte complété : « La misère religieuse est à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un état de choses où il n'est point d'esprit. Elle est l'opium du peuple ! » Karl Marx, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843.



# Des *Lumières* aux lucioles

*Les Chemins de Tolérance Les Lumières en Cévennes*  
5<sup>ème</sup> édition du festival, Valleraugue, 3 août 2019

Invité à parler des *Lumières* lors du festival des *Chemins de Tolérance en Cévennes*, j'ai préféré m'inspirer de leur geste *subversif* plutôt que de leur pensée pour brosser un tableau de notre situation vue sous trois angles : *Ouvrir les yeux* sur notre présent et ses racines, *Éviter l'évitement* dont font preuve les *dirigeants de notre monde* face à la réalité, voir les *Nouveaux (re)commencements* à l'œuvre un peu partout, *pistes fécondes* pour partager des *décroissances choisies* plutôt qu'une *régression subie, chaotique, fratricide et catastrophique*.

Les *Lumières* avaient aussi leur zone d'ombre, leur part d'obscurité ; sans renier loin de là tout ce que nous leur devons, je me demande si, dans l'état de crise qui est le nôtre, le plus grand service, la plus belle manière de les honorer ne serait pas de les oublier ; ou plutôt, sans les oublier, oublier les contenus de leur travaux marqués par un contexte culturel, social, économique et politique qui n'a plus rien à voir avec le nôtre, et par contre ne pas oublier leur geste subversif fondamental qui, dans une période incertaine, a permis à des sociétés moribondes de revivre, de rechercher du sens, de redonner de l'espérance au cœur des désarrois ou des aveuglements qui les environnaient.

En un mot, renouveler complètement les imaginaires, comme le souligne Serge Latouche (1) lorsqu'il nous interpelle pour

que nous changions de paradigmes, de *logiciel*, bien que le mot me déplaise car il appartient à cette société numérique qui, de mon point de vue, apporte plus de malheurs que de bienfaits et je m'aperçois que je commence déjà à citer alors qu'au nom même de l'impérieuse nécessité d'inventer, de recommencer, de créer, je m'étais promis d'économiser au maximum les citations... mais, comme le disait Rousseau, « j'aime mieux être homme à paradoxes qu'homme à préjugés... » (2). Alors comment juger ce présent qui, à force de sombrer dans un productivisme et un consumérisme sans mesure, nous plonge les uns dans l'immédiateté d'une jouissance sans lendemain, les autres dans une dérégulation infernale et parfois macabre ? Comment juger cet *hybris* (3), cette démesure qui entraîne l'humanité vers un destin incontrôlé et maintenant semble-t-il incontrôlable et inéluctable : les dernières nouvelles ne sont pas très bonnes ! On y reviendra.

Tout d'abord, il s'agira d'ouvrir les yeux lucidement, sans aveuglement, sans préjugé, sur le présent et ses racines. Ensuite, nous évoquerons les stratégies d'évitement, de camouflage que la plupart des dirigeants de notre monde, y compris en France, adoptent en face de la situation réelle. Et puis, avant de conclure, nous ferons un examen des commencements, des recommencements qui s'inaugurent de ci de là, de telle sorte que surgisse un monde qui, dépassant le catastrophisme éclairé cher à Jean-Pierre Dupuy (4), puisse s'offrir à nous si nous le voulons bien : un monde sinon paradisiaque, parce que nous ne nous laisserons plus duper par des messianismes douteux, du moins plus acceptable, acceptable pour que la vie sur notre terre et en particulier celle des hommes et des femmes qui nous succéderont soit préservée et qu'ils trouvent ainsi une raison de vivre dans une justice sociale, économique, et politique, qui sera par ailleurs

le corollaire d'un juste usage des biens communs qui nous ont été légués et dont il nous faudra bien prendre soin.

## Ouvrir les yeux

Où en sommes-nous ? Quel est cet *hybris* qui nous tient aux entrailles, et où nous a-t-il conduit ?

Je fais l'hypothèse que chacun de nous, chacune de nos sociétés, sommes traversés par deux sentiments qui, selon les circonstances dans le temps et selon les territoires, se disputent voire s'opposent : je veux dire la peur et la compassion. Et pour ma part, mais c'est là un acte de foi très personnel, je pense que la compassion l'emporte et l'emportera mais que la peur toujours présente est souvent le ressort secret de bien des comportements, qu'ils soient individuels ou collectifs. Et c'est cette peur qui engendre l'*hybris*, la démesure, car il faut bien, pour vivre en sécurité, juguler la peur. En étant un peu caricatural, je dirais en regardant vers le passé que nous nous sommes dotés il y a bien des lustres d'idoles bien commodes, de puissances surnaturelles avec qui il s'agissait de négocier pour dominer le sentiment d'insécurité qui nous collait à la peau : c'est là le socle de toutes les religions antiques. Puis est venu dans certaines contrées le temps du monothéisme. Il était plus simple d'avoir un seul interlocuteur car les états d'âmes des dieux multiples pouvaient parfois être contradictoires, difficiles à gérer, même si l'un d'entre eux, Zeus ou Jupiter, était censé les surpasser. Est donc venu le temps du monothéisme et finalement c'est à un seul Dieu, progressivement doté de toutes les vertus de la toute-puissance, qu'a été confié le soin de rassurer. Mais il demeurait cette douloureuse écharde qu'était le sentiment de dépendance à l'égard d'une altérité incontrôlable : il fallait ramener Dieu sur terre, le maîtriser et pourquoi pas le dissoudre dans la

volonté autonome des créatures que nous sommes. N'était-ce pas là la réalisation de l'antique prophétie écrite il y a trois mille ans : *Vous serez comme des Dieux* (5) que susurra le serpent à l'oreille d'Ève et d'Adam ? « Il fallait régner et ne plus être le valet des dieux », reprit à son compte Friedrich Nietzsche.

La Réforme Protestante, en inventant l'individu, sujet responsable n'ayant plus rien à négocier avec un dieu miséricordieux, octroyant sans condition une grâce salvatrice, fournit alors à ses héritiers la possibilité de se reconstruire un monde offert à une liberté délivrée de ses chaînes et de devenir comme maître et possesseur de cette création ainsi que le proposa René Descartes. On n'avait donc plus besoin de la religion pour se sentir en sécurité, seules les réussites économiques sociales et même politiques permettaient de se sentir à l'aise dans un monde qu'il s'agissait maintenant de dominer.

Cette autonomie conquise, alliée à la sobriété calviniste, allait donner naissance à l'esprit du capitalisme. C'est la thèse de Max Weber, qui demeure encore aujourd'hui l'idéologie régnante dont nous commençons à considérer enfin les effets néfastes. Car avec l'effacement progressif de cette austérité, de cette simplicité, de cette mesure calviniste, à l'esprit d'entreprise créateur de biens communs pour le bien de tous s'est substitué un égoïsme démesuré mettant en exergue la réussite individuelle, fut-elle au détriment du plus grand nombre. Cette démesure est devenue d'autant plus radicale qu'on la voit aujourd'hui s'appuyer sur ces théologies évangéliques hérétiques dites *de la prospérité* qui, reprenant de manière perverse l'héritage calviniste de l'homme responsable, entrepreneur de bien commun, le dénaturent en justifiant les comportements les plus oppressifs de ceux qui, dans leur délire de toute puissance, veulent faire passer leurs réussites pulsionnelles pour un signe de la bénédiction de Dieu.



Au passage, rappelons à quel point les entourages de Messieurs Trump et Bolsonaro relèvent de ce milieu. Désormais, au Dieu tout puissant obsolète s'est substituée la volonté de puissance. L'humanité ne craint plus les dieux mais, aujourd'hui, elle a peur d'elle-même. Alors qu'elle était en fin de compte solidaire face à des forces mystérieuses qui lui échappaient, elle se divise et se déchire sans mesure maintenant que l'homme redevient un loup pour l'homme tandis que tous les contrats qu'elle avait élaboré avec persévérance pour pacifier les peurs semblent désormais caducs quand ils ne sont pas jugés nuisibles.

Alors oui, nous allons vers le chaos, vers la catastrophe ; nous y sommes d'ailleurs déjà probablement puisque nous allons manquer d'eau potable, d'air pur, de terres fertiles. J'hésite à énumérer ici ce qui se profile à l'horizon, et ce qui est déjà en marche : jour après jour, les journaux et les experts publient articles et études alarmantes.

Hormis les généralités que sont la définition de l'*anthropocène*, cette nouvelle ère où l'homme détruit son propre espace, ou cette nouvelle science de la *collapsologie* qui essaie de prévoir comment tout va petit à petit ou brutalement s'effondrer, il y a des faits concrets qui, pour donner suite au réchauffement climatique, sont désormais reconnus. Aux dernières nouvelles par exemple, le permafrost, ces terres gelées en profondeur aux abords du Cercle Arctique, est en train de dégeler 50 ans avant ce qui était prévu. Si bien que du méthane, du CO<sup>2</sup>, des méga-virus vont se répandre et sortir de leur hibernation ... et que c'est à 4° de plus que nous devons nous attendre d'ici à la fin du siècle. Aussi ne peut-on pas accorder une seconde d'intérêt aux propos des climato-sceptiques.

Mais le plus grave, c'est que cette catastrophe qui se profile intervient dans un monde de plus en plus inégalitaire. La cupidité, la démesure des richesses de nos sociétés gagnées par la mondialisation économique et financière se fait sur le dos

d'une population pauvre et dominée qui n'est pour rien dans la crise qui s'impose à nous et que nous subissons. Ce sont les riches qui détruisent la planète pour reprendre le titre d'un livre d'Hervé Kempf (6). Les riches, ce sont bien-sûr les 1 % qui possèdent 80 % des richesses et qui exploitent les peuples. Mais c'est aussi vous et moi qui utilisons des smartphones friands en terres rares, extraits par des enfants de huit ans qui descendent dans des mines étroites sans protection où la mortalité est importante. C'est vous et moi qui prenons l'avion ou le bateau pour des voyages touristiques organisés et préfabriqués. C'est vous et moi, citoyens d'un pays qui, par ses ventes d'armes, soutient des tyrans qui assassinent et torturent sans honte. C'est vous et moi lorsque nous prenons possession à huit heures du matin d'un bureau qui a été nettoyé dès six heures du matin par une dame malienne après une heure de transport en RER, sans papiers, qui a quitté un pays où les cultures vivrières ont été détruites pour que du soja ou du maïs vienne nourrir des animaux martyrisés dans des méga-élevages pour satisfaire notre consommation en viande. C'est vous et moi lorsqu'une entreprise abandonne en Afrique une mine d'uranium qui a alimenté nos centrales nucléaires et laisse le soin à une population désemparée, sans moyens et sans défense, d'en gérer les déchets. C'est vous et moi qui bénéficions d'une croissance qui s'est appuyée depuis des décennies, sinon des siècles, voir le rôle de la traite négrière dans la production et la diffusion du sucre, sur la domination de peuples, leur mise en esclavage et l'exploitation irresponsable d'une nature complexe et vulnérable.

Ne croyez pas que je veuille nous culpabiliser. Il ne s'agit pas de nous paralyser dans un constat sans issue mais plutôt de nous sentir désormais responsables, maintenant que nous avons les yeux ouverts, maintenant que nous ne sommes plus aveuglés par cette religion de substitution que fut la

croyance au progrès sans discontinuité et sans limites. Il nous appartient, dans cette liberté durement acquise, de résister au pire, de vouloir le meilleur et de le construire. Nous ne pourrons plus dire comme certains au lendemain de la découverte de l'horreur de la Shoah que *nous ne savions pas*. J'espère que nos enfants, nos petits-enfants, n'auront pas honte de nous lorsqu'ils apprendront que nous savions tout cela, y compris que des hommes et des femmes, des enfants, à la recherche d'un lieu sûr pour vivre, ont été rejetés à la mer par milliers et sont venus mourir sur nos plages polluées par nos crèmes bronzantes. En septembre 2019, on comptait neuf cents morts en Méditerranée depuis janvier. J'espère qu'il ne s'écrira pas un livre un de ces jours dont le titre pourrait être « Ils savaient, ils n'ont rien fait, un point c'est tout » (*cf.* le livre de Patrick Cabanel (7)...

## Éviter l'évitement

Bien-sûr, certains sont encore dans le déni et s'imaginent que de nouvelles technologies, numériques en particulier, vont nous sauver. On pourrait d'ailleurs se demander si ces technologies numériques ne portent pas en elles-mêmes une malédiction : celle du calcul binaire où 0 et 1 sont les seules alternatives à la complexité du réel. Réduire le réel à ce dualisme appauvrissant, n'est-ce pas par excellence une opération de déshumanisation qui, en voulant maîtriser notre monde par une simplification abusive, l'assassine ? D'autres pensent que l'on pourra même découvrir dans l'espace céleste des lieux habitables, en tout cas par une minorité privilégiée pendant que tous les autres succomberont dans les décharges et les poubelles d'une histoire achevée. D'autres pensent survivre dans des cités artificielles bunkerisées où l'oxygène sera produit par de nouveaux

esclaves permettant à ces quelques détenteurs de richesses de sauver leurs pauvres vies.

Des hommes augmentés ou des robots humanoïdes continueront leur danse macabre comme un thé dansant sur un *Titanic* en perdition. Et puis, il y aura l'immense cohorte des résignés qui, ne voulant pas entendre les bruits de bottes contre lesquels il faut lutter, s'assoupiront dans le silence mortel des pantoufles que l'on ne veut pas quitter.

Il est de plus en plus évident que ces tentatives d'évitement de la réalité n'ont pas d'avenir et qu'il nous faut maintenant faire le deuil d'un monde au bord de l'abîme (*cf. Requiem pour l'espèce humaine* de David Hamilton (8)). Il nous faut maintenant imaginer un monde nouveau.

## **De nouveaux (re)commencements**

La fin d'un monde n'est pas la fin du monde, saint Augustin le rappelait déjà en apprenant le sac de Rome par ceux que l'on appelait alors les *Barbares*. C'est à ce prix que nous pourrons à nouveau espérer reconstruire. C'est à ce prix que nous pourrons échapper ou du moins contrecarrer ces monstres prêts à surgir lorsqu'un monde ancien disparaît et que le nouveau tarde à survenir, comme l'avait souligné Antonio Gramsci.

Je voudrais essayer de synthétiser quelques pistes fécondes pour l'avenir et commencer par évoquer ce que l'on appelle *les leçons du passé*. En temps de crise, par définition, l'histoire ne peut être une répétition, mais le moment de choix décisifs, inaugurateurs, créateurs. Les théologiens diraient qu'il s'agit de discerner le *kairos*, le moment opportun, l'instant propice à l'irruption de comportements nouveaux qui, d'ailleurs, n'ont rien à voir avec la course à l'innovation incessante que nos économies mercantiles déploient et qui, dans leur prétention

à promettre des solutions salutaires, ne sont que la répétition du même avec les déboires conséquents que l'on connaît déjà. Hannah Arendt, reprenant Tocqueville, dit qu'en temps de crise, le passé ne peut éclairer le présent parce que l'esprit erre dans l'obscurité. « À certains moments », et je cite Eva Illouz, une intellectuelle israélienne, « vouloir illuminer le présent par le passé revient à chercher un objet perdu sous un lampadaire parce que c'est le seul endroit où il y a de la lumière ». Qui peut le mieux analyser une crise, demande-t-elle, « ceux dont les normes sont anciennes ou ceux dont l'esprit est libre de tout préjugé (9) ? » Aussi, malgré la tentation qui peut être la nôtre de déceler dans le passé quelques similitudes avec notre présent. Je pense en particulier à ceux qui évoquent, comme je l'ai fait d'ailleurs en citant saint Augustin, la fin de l'Empire romain ou ceux qui comparent notre début du XX<sup>e</sup> siècle avec les années trente du précédent, la montée du fascisme et du nazisme, il nous faut être libres de tout préjugé.

Si nous voulons dans ce temps de rupture assumer et non pas subir les contraintes qui nous inquiètent, il ne faut pas nous laisser aveugler par un passé qui de toutes façons ne se répétera pas, puisque ce qui vient sera par définition différent. Il nous faut laisser de côté la sentence du philosophe Hegel qui évoque l'envol du soir de la chouette de Minerve, symbolisant la sagesse philosophique qui arrive toujours trop tard pour éclairer le jugement. Hannah Arendt, toujours, elle, nous a dit que c'est au cœur même de la journée que le jugement peut nous aider à comprendre la particularité de notre situation et que c'est là le seul moyen d'en assumer toute la responsabilité.

Eh bien, nous sommes en plein cœur de cette journée ! Une journée bien remplie d'événements insaisissables. Par exemple, pour n'en citer que quelques-uns, le phénomène Trump qui déstabilise tous les codes qui nous étaient familiers, et puis bien entendu cette crise écologique qui elle aussi met à

bas toutes les certitudes qui étaient les nôtres depuis quelques siècles. Sans parler de cette opinion de plus en plus commune, indécente, qui nous conduit à faire de notre sol un territoire signalé par le panneau *Défense d'entrer*.

Dans ce temps, si nous voulons être responsables sans être enchaînés à un destin inéluctable, j'ai envie d'en appeler à un autre grand penseur du XX<sup>e</sup> siècle, Claude Lévi-Strauss, qui faisait la distinction entre la mentalité de *l'ingénieur*, il agit avec un projet préétabli, cherche les outils nécessaires et les matériaux utiles à ce qu'il veut réaliser, voulant extraire de l'environnement dont il dispose ce qui va lui servir sans évaluer ni maîtriser les conséquences. Il évoquait aussi la mentalité du *bricoleur* qui, avec *les moyens du bord*, les objets conservés *parce que ça peut toujours servir*, arrange au mieux ce qu'il a sous la main, à sa portée.

Paradoxalement, le monde de l'ingénieur est un monde clos parce que l'ingénieur est prisonnier de ce qu'il cherche. Le monde du bricoleur est lui constamment ouvert parce que le bricoleur est attentif et s'attarde sur ce qu'il trouve.

C'est très certainement ce qui est en train de nous arriver et ce à quoi il nous faut nous attacher puisque, saturés d'objets qui nous étouffent, de productions savantes qui obscurcissent notre entendement, de pouvoirs normatifs qui nous paralysent, il ne peut plus être question de prolonger cette fuite en avant. Il nous faut mettre un terme aux accélérations intempestives et sans but, il nous faut arrêter de produire, de rechercher des ressources nouvelles. Il nous faut, avec les moyens du bord, réarranger un monde nouveau, durable, équitable et acceptable pour tous. C'est d'ailleurs à un moratoire de tous les grands projets d'aménagement qu'il nous faut peut-être dès maintenant nous attacher.

Il nous faut mettre en œuvre sans délai, dans la justice, non pas cette nouvelle croissance envisagée par les ingénieurs du numérique et de l'algorithme dans l'illusion d'un ruissellement

profitable à tous, mais un partage de ce qui est à notre disposition, ce qui, bien entendu, peut engendrer une décroissance des uns pour que d'autres vivent et survivent. Cette décroissance, je vous propose d'en examiner quelques traits sous l'angle de trois réalités, trois mots : l'*Avoir*, le *Pouvoir*, le *Savoir*. Trois réalités autour desquelles peut se jouer notre avenir proche, des décroissances choisies pour nous épargner, s'il est encore temps, une régression subie, chaotique, fratricide et catastrophique.

## **Ne plus se focaliser sur l'avoir**

Tout d'abord l'avoir, la possession, la production, la consommation, l'argent... Il est clair qu'il nous faut cesser de produire des biens dont l'obsolescence programmée engendre, on l'a déjà dit, des déchets qui font de certains peuples les poubelles de notre civilisation, sans omettre les océans et certaines contrées déjà très contaminées, d'autant plus que cette production intensive est un mépris de l'œuvre de l'homme, qu'il soit ouvrier, employé ou paysan, et qu'elle est aussi un mépris du produit de son travail, qu'il soit industriel ou agricole.

Il nous faut juguler par ailleurs drastiquement l'accentuation des écarts de revenus qui vont faire exploser toute cohésion sociale et engendrer des violences, des guerres civiles sanglantes. Gaël Giraud, prêtre jésuite, économiste en chef de l'Agence Française de Développement, bête noire des inspecteurs des finances de Bercy, a publié il y a quelques années une étude très argumentée dans laquelle il proposait que l'écart maximum de revenus nets soit de un à douze (10), ce qui est évidemment très loin de la situation actuelle. Au-delà du calcul économique, c'est une référence symbolique

forte : personne ne doit disposer en un mois de ce que quelqu'un ne peut obtenir qu'en un an.

Il nous faut limiter et peut-être abolir la propriété des moyens de production, favoriser les entreprises coopératives, les sociétés mutualistes et reprendre à notre compte les vues pertinentes et prophétiques de l'École de Nîmes (11) et de son animateur Charles Gide, l'oncle d'André.

Il nous faut, par une fiscalité complètement renouvelée et progressive, et ici on ne peut que regretter la pusillanimité de nos gouvernants en la matière, redonner, à l'encontre de la libéralisation et de la privatisation de l'économie, des moyens aux collectivités publiques, seules garantes d'une juste redistribution et d'une meilleure réponse aux besoins sociaux comme le soin, l'éducation, la culture, l'habitat ...

Il nous faut réviser nos politiques monétaires qui, depuis la fin des accords de Bretton Woods et de la convertibilité du dollar en or prononcée par le président Nixon en 1971, conséquence du financement de la guerre du Vietnam, ont provoqué une explosion de la masse monétaire internationale. L'économie mondiale est devenue une économie hors sol, soumise aux crises successives provoquées par des bulles financières irrationnelles qui peuvent imploser à tout moment, cette masse monétaire qui représente environ cinquante fois la réalité des biens échangés ou services rendus étant constituée de dettes privées ou publiques tôt ou tard insolubles, assorties de taux d'intérêt qui, même faibles, condamnent à une fuite en avant dans une croissance ininterrompue destinée à la rembourser. Et on sait à quelles impasses cela nous mène. Nous pouvons mettre ici à profit les analyses de David Graeber, l'un des animateurs du mouvement *Occupy Wall Street* qui, dans son livre magistral sur l'histoire de la dette, propose un jubilé aux accents deutéronomiques, une annulation de toutes dettes comme outil de résilience en face de ce qui nous menace (12).



Nous devons confier nos échanges de biens et de services à des monnaies alternatives insérées, enchâssées dans des territoires en cohérence économique, énergétique, sociale, culturelle et géographique. Il nous faut donc retrouver la proximité des échanges, favoriser les circuits courts de consommation et de production. Pour ce faire, un peu de protectionnisme est nécessaire, protectionnisme qui, contrairement à ce que disent ceux qui le décrient, est une attention plus grande donnée à ce qui nous est proche, loin du surf superficiel des circuits mondialisés. Il y a plus de richesse dans l'ouverture à ce qui est à ma porte que dans la conquête des grands espaces. S'il faut faciliter la circulation des personnes, il faut limiter la circulation des biens. Il sera nécessaire de redonner de la consistance à la souveraineté du local, tant sur le plan alimentaire que sur le plan énergétique.

### **Limiter le *pouvoir***

Après l'avoir, les biens et la propriété, il nous faut changer le cours des choses en ce qui concerne l'exercice du pouvoir. *Gouverner, c'est prévoir*, a-t-on dit. On devrait dire plus pertinemment : *Gouverner, c'est servir*.

Nos états-nations et nos grandes institutions internationales ne sont plus le lieu de justes décisions mais le lieu où, loin de l'intérêt général, s'affrontent des bellicismes qui se réactivent dangereusement. Einstein disait à ce propos, peu avant sa mort et alors qu'il voyait s'installer la Guerre froide, que s'il ignorait quelles seraient les armes employées pour la Troisième Guerre mondiale (nucléaires, bactériologiques, chimiques ou électroniques), il savait avec certitude que celles de la Quatrième seraient des lance-pierres et des gourdins, car tout le reste aurait été détruit... Ceux qui caricaturent le combat écologique en l'assimilant à un retour à la bougie

méconnaissent qu'ils nous condamnent eux-mêmes à ce retour qui, de plus, ne serait pas choisi, mais subi.

La France dispose, dans ce contexte, d'une richesse qui fut longtemps considérée comme un handicap : ce sont ses trente-six mille communes, héritières de territoires à taille humaine. Alors que la classe politique est décriée et que le *tous pourris* fait le lit de populismes nauséabonds, redonner aux communes, par une décentralisation renforcée, des compétences et des moyens, fussent-elles regroupées à leur gré en réseau et non pas soumises à un état impérial atteint lui aussi par la démesure intrusive de la toute-puissance. Elles permettent une garantie de démocratie et une percée vers une société plus acceptable pour tous et par tous. On ne peut que regretter à ce propos la suppression par nos gouvernants de la taxe d'habitation et sa compensation promise par une dotation d'État qui, au-delà de la péripétie politicienne, relève d'un passéisme notoire. Quelles que soient les adaptations nécessaires, la taxe d'habitation était l'une des ressources que pouvait maîtriser cette collectivité publique plus proche de sa population que les ministères centralisés et jacobins.

La commune devrait pouvoir redevenir ce lieu où, loin des écrans et des dossiers numérisés, l'administré peut redevenir un citoyen écouté, compris, épargné par les incivilités des grandes administrations ignorantes des réalités humaines. Des incivilités qui, en retour, provoquent des réactions agressives et violentes, nuisibles à un vivre ensemble apaisé. Par ailleurs, on le sait, le *maire* est la dernière fonction politique à jouir encore d'une certaine confiance, une confiance certainement enracinée dans sa longue histoire, incarnant symboliquement l'unité d'une communauté. Cette fonction, il faut non seulement la sauvegarder mais la promouvoir. N'incarne-t-elle pas d'ailleurs aujourd'hui la résistance, l'actualité le montre, face aux aveuglements

meurtriers d'une société dominée par les intérêts de grands groupes industriels et chimiques qui polluent les territoires ? Bien entendu, comme pour toutes les fonctions politiques, il faut revoir les modalités de désignation. L'élection ne peut plus être le seul critère. À l'élection, marquée par bien des abus, que ce soit l'investiture partisane, la surenchère démagogique flattée par des clivages médiatiques surdéterminés par la nécessité de créer un audimat rémunérateur, les soutiens financiers opaques, il faudrait au moins adjoindre, sinon substituer, des modalités de tirage au sort bien attestées dans l'histoire des institutions publiques. Il faut en tout cas déprofessionnaliser le mandat politique. Tout citoyen doit pouvoir, à un moment de sa vie, contribuer à la gouvernance d'une collectivité publique. N'est-ce pas là d'ailleurs l'une des revendications des Gilets jaunes ? Pour ce faire, il faut être rigoureux. La première marche, ce sont les exigences en matière de non-cumul et de durée d'exercice des mandats, assorties bien-sûr de garanties solides de retour à l'emploi lorsqu'ils arrivent à leur terme. C'est à ce prix que la confiance sera restaurée et que l'on mettra fin aux privilèges indus d'une caste qui, comme au temps des rois, se reproduit de manière étroite. Le débat est ouvert, il faut y participer et le faire aboutir.

### **Diversifier le *savoir***

Un troisième et dernier point concerne la construction du savoir, lui aussi habité par l'*hybris* auquel l'avoir et le pouvoir ont succombé. Le *Small is beautiful* d'Ernst Friedrich Schumacher (13) s'applique aussi à ce champ de révisions nécessaires.

En contrepoint aux grandes synthèses théoriques qui peuplent le champ du savoir depuis que la révolution industrielle a

accélérala mathématisation du réel, il faut réactiver les savoirs traditionnels et locaux en voie de disparition, de manière tout à fait homothétique à la disparition de la diversité du vivant. Savoir que des peuples ont conservé, en particulier l'Afrique non urbaine à laquelle Serge Latouche a consacré une étude extrêmement riche. Et plutôt que de me livrer à un développement théorique, je voudrais ici livrer trois anecdotes significatives.

La première m'a été rapportée par une pédopsychiatre européenne travaillant en Afrique. Elle participait à un symposium de médecins africains et occidentaux où il s'agissait de vérifier des phénomènes de télépathie entre une mère et son nourrisson dans des situations émotionnelles variables. La mère passant d'un état de joie intense à des moments d'abattement sévère, des protocoles d'expérimentation très affinés permettaient de vérifier l'état émotionnel de l'enfant de plus en plus éloigné de sa mère, d'abord dans la pièce à côté, finalement à plusieurs kilomètres. Après de nombreux essais, on avait constaté que la communication se maintenait quelle que soit la distance : une causalité inconnue était à l'œuvre, qui laissait bien entendu perplexes les médecins européens mais ne surprenait en aucune manière les médecins africains puisque, tout imprégnés qu'ils étaient de la science médicale, ils n'avaient pas oblitéré les savoirs ancestraux de leur champ de travail.

Une amie congolaise inspectrice d'académie réfugiée politique en France m'a reproché, lors d'une émission à France Culture à laquelle il m'arrivait de participer autrefois, d'avoir balayé d'un revers de manche, dans mon protestantisme quelque peu rationalisant, le témoignage de personnes pensant souffrir d'envoûtement, de sortilèges divers qui empoisonnaient leur vie.

Au cours d'un repas à Valleraugue avec un chercheur africain attaché au Museum d'Histoire Naturelle, il m'a glissé

soudainement en pleine conversation qu'il avait hérité des dons de sorcier de son grand-oncle.

Tous ces savoirs président à bien des pratiques que notre scientisme objectivant méprise et qu'un rationalisme réducteur ignore. Notre science devrait retrouver l'humilité des balbutiements. Souvenons-nous au passage que Newton était par ailleurs alchimiste et Kepler astrologue. Je ne suis pas spécialement attiré par l'astrologie mais je veux simplement souligner que la connaissance ne peut progresser que si elle laisse de la place au mystère, à l'incertain, au risque, et surtout à l'imaginaire et l'imprévisible. Toutes choses que nos savants séduits par les algorithmes veulent effacer.

Notre science devrait redonner de l'espace à cette culture non académique qui fut longtemps la compagne de bien des peuples que nous avons asservis. Et je pense aussi à ces cultures minoritaires qui ont fait la France et que la III<sup>e</sup> République, avec une certaine arrogance, a voulu extirper des mentalités au prétexte qu'elles ne répondaient pas aux normes du scientisme positiviste qui règne encore aujourd'hui. J'en veux pour preuve les propos récents de notre Premier ministre à l'égard de l'homéopathie, signes d'une culture bien étroite. Peut-être faudra-t-il réévaluer la distinction trop simpliste entre savoir et croyance. Ne sont-ce pas des soldats français et allemands croyants qui ont su en 1914 célébrer Noël ensemble et arrêter, certes provisoirement, la boucherie des tranchées, résister à l'artificialité des frontières au cœur de l'absurdité des techniques meurtrières et des soi-disant rationalités politiques, industrielles et nationalistes ? N'est-ce pas aujourd'hui l'animisme des Indiens qui inspire la résistance à la folle rationalité économique qui veut construire un aéroport international au Machu Picchu ? Il y a des savoirs emprunts de dogmatisme religieux et des croyances démystificatrices, émancipatrices et libératrices.

Lorsque le rationnel devient déraisonnable, là où le savoir fait dire *On ne peut pas faire autrement...* La croyance, la foi, la confiance renversent des montagnes, suscitent des sursauts inattendus et d'impossibles possibilités qu'aucune raison ne peut envisager. L'humilité du croire se révèle parfois plus efficiente que l'arrogance du savoir.

### **Pour conclure : sortir de la peur**

Je faisais allusion aux deux forces antagonistes qui nous habitent, la peur et la compassion. Il est temps de sortir de la peur, cette peur qui, cherchant la sécurité à tout prix, a provoqué notre délire occidental, foyer de toutes les *hybris* et démesures qui aujourd'hui nous plombent. On pourrait évoquer ces commissions dites *de sécurité* qui, à force de normes chargées de prévenir tous les risques, ont étouffé la gratuité, la bonne volonté de tous ceux qui, par souci de l'autre, créaient des espaces et des temps d'éducation populaire pour que chacun puisse se remettre sur la route de la dignité. À force de *sécurité* aujourd'hui, c'est l'*insécurité* qui s'est répandue. Il est temps de restaurer dans toute sa fécondité la compassion, le soin, le souci de l'autre, le *care* que mettait en avant Martine Aubry.

Au lieu de construire une société basée sur la peur de l'autre, que ce soit l'immigré, l'étranger, le différent, il est temps de prendre le risque de la rencontre, de l'accueil inconditionnel. L'autre n'est pas un ennemi qui me menace mais l'occasion d'un chemin partagé pour une création commune. Dans sa vulnérabilité, sa fragilité, l'autre est peut-être un *ange*, un envoyé qui m'appelle à sortir de mes peurs et à vivre. C'est peut-être d'ailleurs ce que les Gilets Jaunes ont inconsciemment revendiqué sur leurs ronds-points lorsqu'ils voulaient que les voitures ralentissent dans leurs courses mortelles, lorsqu'ils retrouvaient une proximité, une famille,

ont-ils dit, pour produire des solidarités nouvelles, loin de nos désespérants guichets kafkaïens.

Que faut-il faire ? Résister au pire et provoquer le meilleur. Les grandes révolutions violentes ont fait long feu, les réformes en mille-feuilles ont prouvé leur stérilité. Il ne reste plus que les initiatives modestes, exemplaires, qui peuvent faire tache d'huile et construire des réseaux partagés féconds. Nous avons besoin de témoins plus que de pédagogues. De ci de là surgissent des oasis de sobriété joyeuse, de fraternité conviviale, de résistances fertiles, d'insurrections non violentes, de désobéissance pacifique où chacun et chacune peut trouver l'occasion d'imaginer un avenir, l'hospitalité dont il a besoin, et même parfois l'hospitalisation bienveillante lorsque les blessures sont profondes. On le sait depuis longtemps, notre civilisation est mortelle. Nos empires sont des colosses totalitaires aux pieds d'argile, leur effondrement est en marche mais, comme le disait Luther, même si je savais que le monde doit disparaître demain, aujourd'hui encore je planterais un pommier. Il est temps de retrouver la ferveur des joies simples, se vêtir, se loger, se nourrir, s'éduquer et prendre soin de l'autre.

« Il est temps de vivre comme des frères, si nous ne voulons pas mourir comme des idiots » ajoutait Martin Luther King. C'est là le socle de tous nos engagements pour aujourd'hui et pour demain. À nous, libres et responsables, sans préjugés, de faire de la catastrophe qui vient une *Apocalypse*, c'est-à-dire non pas un désastre mais le *dévoilement*, la *révélation*, c'est le mot grec de ce qui, au plus profond de nous, demeure : le désir d'être accueilli et le souci de l'autre.

Ce sont là les *petites lucioles* si chères à Pasolini (14) qui, loin des lumières aveuglantes, nous permettent d'espérer.

## Notes

---

Nota : Bien qu'il ne soit jamais cité ici, je veux souligner ma dépendance à l'égard de Jacques Ellul, qui avait « presque tout prévu ».

(1) Serge Latouche (1940), économiste, est l'un des théoriciens français de la décroissance.

(2) Citation extraite du deuxième livre de l'*Émile* où Rousseau rappelle : « Oserais-je exposer ici la plus grande, la plus importante, la plus utile règle de toute l'éducation ? ce n'est pas de gagner du temps, c'est d'en perdre. Lecteurs vulgaires, pardonnez-moi mes paradoxes : il en faut faire quand on réfléchit ; et, quoi que vous puissiez dire, j'aime mieux être homme à paradoxes qu'homme à préjugés. »

(3) Pour les Grecs de l'Antiquité, l'*hybris* (ὑβρις) est la démesure dont font preuve les êtres humains qui ne se satisfont pas de leur sort et dont ils sont punis par les dieux.

(4) Jean-Pierre Dupuy (1941), longtemps enseignant à Stanford et à Polytechnique, est spécialiste des sciences cognitives et de la philosophie des sciences. Il vient de publier *La guerre qui ne peut pas avoir lieu. Essai de métaphysique nucléaire*, éditions du Seuil, 2022.

(5) *Genèse* 3, 5.

(6) *Comment les riches détruisent la planète*, Hervé Kempf, Seuil, 2007.

(7) *Nous devons le faire, nous l'avons fait, c'est tout. Cévennes, l'histoire d'une terre de refuge, 1940-1944*, Patrick Cabanel, Alcide, 2018.

(8) Aux Presses de Sciences Po (2013), traduction de *Requiem For A Species : Why We Resist The Truth About Climate Change* publié en 2010 par l'universitaire australien Clive Hamilton (1953), spécialiste de l'éthique.

(9) « Vouloir comprendre le présent à l'aune du passé, c'est éluder la responsabilité qui nous incombe », tribune d'Eva Illouz, *Le Monde*, 17 juillet 2019.

(10) Lire ici son intervention en 2012, résumant le livre *Facteur 12 : pourquoi il faut plafonner les revenus*, écrit avec Cécile Renouard.

(11) Sur Charles Gide et l'École de Nîmes, lire, ou regarder, l'intervention de Frédéric Rognon à la 6<sup>e</sup> convention du Forum protestant : *La solidarité selon Charles Gide*.

(12) David Graeber (1961), activiste et anthropologue américain, auteur en 2011 de *Debt : the First Five Thousand Years (Dette : 5000 ans d'Histoire)*, Les liens qui libèrent, 2013).

(13) Ernst Friedrich Schumacher (1911-1977), économiste germano-britannique, auteur en 1973 de l'ouvrage de renommée mondiale *Small is Beautiful - Economics as if People Mattered, Small is beautiful. Une société à la mesure de l'homme*, Seuil, 1979.

(14) cf. *La disparition des lucioles* dans les *Écrits corsaires* de Pier Paolo Pasolini, éditions Champs Flammarion, 1975.



# La décroissance

## Pour choisir la vie

Revue *Constructif*  
N°31, Janvier 2012

La décroissance peut être salutaire, en apportant de la liberté aux hommes et aux femmes étouffés aujourd'hui par une machine économique aveugle, mais aussi en les conduisant à ne plus user de la planète sans limites. Il s'agit d'une réalité qu'il est temps de choisir.

Il conviendrait tout d'abord de s'entendre sur les mots. *La décroissance* : il semble qu'on ne puisse se contenter d'une approche caricaturale qui, aux yeux de ses détracteurs, voudrait que derrière ce mot se glisse la nostalgie d'un âge où l'on s'éclairait à la bougie, quand ce n'est pas celle de *l'âge des cavernes*, celle du bon sauvage vivant de cueillette et de chasse ou même, encore mieux en fin de compte, celle du jardin d'Éden avant que la pomme ne fasse chuter l'homme et lui rende, à lui et à sa femme, la vie difficile.

Il est clair que cette manière sommaire de se débarrasser d'une hypothèse de travail et de changement de comportement est le symptôme d'une incapacité de certains de nos contemporains à sortir des rails d'une pensée et d'habitudes marquées par une imagination engourdie et enfermée dans une loi rigide, celle de l'acheminement inéluctable de l'homme vers un mieux-être, quelle que soit l'histoire qu'il construit.

Les adversaires de la décroissance sont d'abord les tenants d'une sorte de religion séculière : ayant ramené le ciel

sur la terre, ils gardent eux aussi l'idée nostalgique de salut ; un salut qui, au lieu de se référer à un passé éloigné, réside dans un avenir proche ou lointain qui, de toute façon, couronnera tôt ou tard de gloire et de succès l'humanité et ses œuvres.

## Une vertu pédagogique

Pourtant, il nous faut entrer dans le débat, dans l'échange raisonnable. Disons tout d'abord que s'emparer du terme *décroissance* pour tenter de redonner du sens à l'aventure humaine a une vertu première qui est d'abord d'ordre pédagogique. Il s'agit, et c'est déjà un premier pas, de desserrer l'étau des visions comptables de la marche de l'Histoire.

On ne peut s'en tenir, malgré ce qu'en pensent les experts économiques, à évaluer sans cesse la qualité de la vie et le bonheur de vivre ensemble à l'aune des mesures et des calculs de productivité, de performance, de ratios, de moyennes et d'indices de toutes natures. La vie ne se calcule pas, et il n'est pas besoin d'être un grand savant pour juger de l'incongruité, par exemple, d'un PIB dont la croissance mathématique a parmi ses paramètres le traitement croissant des ordures ménagères, l'augmentation de la consommation de tranquillisants ou la consommation d'essence dans les embouteillages parisiens.

Il est vrai qu'aujourd'hui certains économistes sont à la recherche d'*indices de bien-être* qui prendraient en compte, outre ces éléments, d'autres paramètres plus proches de la réalité vécue pour en évaluer la progression.

Cependant, ces derniers n'échappent pas à la pensée calculatrice qui, en tout état de cause, demeure inféodée à une vision mécaniste et *horlogère* de la vie. Ainsi, leur discours perd toute pertinence car, héritier d'une science qui se voulait

humaine, il la maintient dans l'inhumain et, de réductions en approximations, de statistiques en extrapolations, ces économistes manquent leur objectif qui est de parler de l'homme, de sa vie, de ses bonheurs et de ses souffrances ; en fait, ils parlent d'une humanité sans nom, ils parlent de souffrants sans visages, ils parlent d'un bonheur idéal, d'une idée qui n'a pas d'existence ; ils ne parlent de rien. Seul leur discours a une valeur, fut-elle virtuelle, puisqu'il peut être monnayé, semble-t-il, et mis aux enchères sur le grand marché des *pensées qui comptent*.

## **Parler de l'homme dans son quotidien**

Parler de décroissance, c'est dire que toutes ces paroles, toutes ces orthodoxies souveraines et convenues sont des *flatu vocis*, des effets de paroles qui, comme la bulle financière, n'ont plus aucun lien avec le réel. Parler de décroissance est un déverrouillage salutaire qui oblige, de manière provocatrice, à abandonner le terrain d'une pensée unique dont l'intolérance est d'autant plus forte qu'elle recèle en son sein, et à son corps défendant, une inquiétude qui ne veut pas se dire.

Parler de décroissance, c'est remettre l'homme au centre, non pas l'homme abstrait des ressources humaines, au côté d'autres ressources que sont nos énergies, nos matières premières, nos biens d'équipement, mais l'homme dans son quotidien, dans son histoire, celui qui a un visage, celui qui me tend la main pour me sortir d'un mauvais pas, celui à qui je peux tendre la main pour faire un bout de chemin et, avec lui, bâtir une œuvre commune. Alors, bien sûr, la décroissance fait peur. Elle fait peur parce qu'on oublie qu'elle s'appuie sur une vision comptable, marchande, monétaire, d'une réalité bien différente. Elle est salutaire, en fait, car elle nous délivre de

cette aliénation aux écrans qui nous comblent ou nous désespèrent au gré de la variation virtuelle, et souvent spéculative, d'indices qui mesurent une fiction. C'est en ce sens qu'elle peut être salutaire ; elle nous délivre de cette aliénation aux calculs virtuels et nous ouvre des horizons nouveaux bien réels, eux.

Des horizons nouveaux, nous en avons besoin, car l'aliénation est grande, elle est quasi universelle. C'est elle qui entraîne par exemple les travailleurs, ceux qu'on appelait autrefois la classe ouvrière, à devenir dépendants des impératifs de consommation qu'impose un marketing impitoyable. Celui qui naguère possédait avec bonheur un *frigo* réparable en cas de dysfonctionnement devra en mettre à la casse cinq ou six pour satisfaire aux lois du marché. Lois qui lui imposent d'ailleurs de lutter en permanence pour des augmentations de salaires qui, distribuées au compte-gouttes pour cause de dividendes à verser, le contraindront à s'endetter et peut-être à vivre au-dessus de ses moyens. On sait aujourd'hui ce qu'il en résulte. Alors, la décroissance devient nécessaire ; nécessaire pour que les hommes et les femmes redeviennent libres, libres des étouffements, des étranglements qu'une machine économique aveugle leur inflige.

Mais la décroissance est aussi nécessaire pour qu'un nouvel espace de liberté soit rendu aux territoires que nous habitons. Sans sombrer dans l'idolâtrie de la nature, il devient impératif de prendre acte que la planète est *finie*, et que si l'on veut qu'elle ne *finisse* pas prochainement d'un épuisement qui serait mortel pour l'humanité, il est temps de cesser de ponctionner sans limites ce qu'elle nous offre et que, à force de la dominer, nous ne savons plus garder. Certains se moquent de ces pensées insolentes : Pascal Bruckner <sup>1</sup> dans un livre récent, *Le fanatisme de l'Apocalypse*, stigmatise la pensée apocalyptique qui serait en train de se répandre. Peut-être faut-

il se souvenir du sens précis du mot *Apocalypse* : révélation, révélation de la Vérité. Si l'on veut éviter la catastrophe, il nous faut accepter cette vérité que Pascal Bruckner ne veut pas voir, une vérité qui ne tombe pas du ciel, qui n'est pas une révélation miraculeuse mais que bien peu acceptent de voir parce qu'elle pourrait probablement bousculer notre mode de vie et notre confort intellectuel.

## Une libération salutaire

Alors la décroissance, si elle apporte de la liberté, si elle apporte de la vérité, peut être salutaire. Salutaire parce qu'elle permettra à certains de se libérer d'un monde qui, dans une accélération incessante, implosera tôt ou tard en pleine course, et à d'autres de ne plus être injustement victimes de l'accaparement, par une oligarchie prédatrice, des biens que fournit la terre où ils vivent. Si on veut bien l'examiner sans œillères, l'option pour la décroissance, loin de signifier l'appauvrissement de ceux qui ont déjà peu ou très peu, est tout simplement celle d'un rééquilibrage du partage des richesses, dans un monde dont on sait les ressources limitées. Il va sans dire que, pour les uns, cela signifie amélioration des conditions d'accès aux soins, au logement, à l'eau, à l'alimentation, à la transmission des savoirs ; pour les autres, une simplicité de vie, une modération significative dans l'usage des productions et des services que nos sociétés *développées* ont mis au point. Cela signifie aussi, au passage, cesser de mépriser le produit du travail des hommes, des femmes et parfois même des enfants qui nous fournissent, dans des conditions inadmissibles, des biens que nous jetterons vite au rebut ou que nous consommerons sans même en être heureux ni reconnaissants.

Mais les événements se précipitent et, l'actualité nous le démontre, pour certains dont moi-même, la décroissance n'est plus une théorie, une doctrine, un slogan, une utopie, elle est une réalité qui s'approche à grands pas, une réalité qu'il est peut-être encore temps de choisir, sous peine de la subir. Subir la décroissance serait dangereux car cela exacerberait tous les comportements guerriers et belliqueux dont nous sommes capables, dans un certain affolement qui pourrait surgir à l'improviste : l'affirmation de Thomas Hobbes, qui diagnostiquait que « l'homme est un loup pour l'homme », trouverait là une confirmation aux effets dévastateurs, d'une violence inouïe.

## **Une autre vie ?**

En revanche, espérer et croire qu'une autre vie heureuse est possible, une vie autre que celle qu'impose un système dominé par un argent sans maître et accaparé par une oligarchie internationale toujours de connivence, ouvrirait les portes d'un avenir renouvelé, paisible et serein. Car il faut croire que la première partie de l'affirmation de Hobbes n'est pas le fin mot de l'histoire et que, si l'homme peut être un loup pour l'homme, il peut aussi, comme le dit la suite de la phrase du philosophe, être un dieu pour l'homme, non pas un dieu que l'on craint, que l'on veut égaler ou idolâtrer, mais un dieu que l'on veut respecter, aimer ; un dieu avec lequel on veut faire œuvre utile pour le bien de tous.

Il est dans la Bible une parabole bien connue, celle du bon Samaritain, sur laquelle nombre de commentateurs se sont exprimés. Un détail du récit m'a interrogé : le lévite et le prêtre qui passent leur chemin sans s'apitoyer font un écart lorsqu'ils passent à proximité du blessé. Après avoir éliminé plusieurs hypothèses qu'il n'y a pas lieu de préciser ici, j'en ai conclu que

cet écart était tout simplement la peur, la peur d'être pris de compassion ; tout comme un astre qui passe près d'un autre peut être soumis à une force qui l'attire, nos deux insensibles ont craint d'avoir le souci de l'autre qui est là en attente ! Car chacun d'eux sait bien que, au fond de lui-même, c'est le désir de s'approcher, d'aider qui est là, tapi dans son cœur, mais laisser ce désir se révéler, c'est prendre un risque, bousculer son confort... Ils passent. Eh bien, il en est de même pour nous aujourd'hui. L'homme confiant peut se substituer à l'homme méfiant. Il existe, il est vrai, libre et réel ; il peut choisir de s'oublier un peu pour prendre souci de l'autre.

Que ce soit dans nos rapports au sein des sociétés, d'abondance pour certains et de pénurie pour d'autres, ou que ce soit dans nos rapports entre nations, à l'économie de la concurrence et de l'hostilité, peut se substituer l'économie de la coopération, de la fraternité, de la confiance ; entre la vie et la mort, nous pouvons choisir la vie. En revanche, ce choix ne sera jamais celui qu'une gouvernance mondiale pourrait faire et imposer ; il ne pourra être que celui de communes de vies solidaires et libres.

Il nous faut abandonner l'ambition et l'illusion prométhéenne, j'ai envie de dire romano-impériale, d'un changement de cap que des capitaines réunis en conclave dans les négociations de je ne sais quel sommet décideraient. Le changement de cap ne peut se faire que par l'exemplarité de changements qui, décidés dans des espaces de vie et de ressources de taille humaine, de proche en proche, reconstruisent des réseaux d'échanges, de partages, de collaborations, de conversations dont l'objet ne sera pas l'enrichissement de quelques-uns mais l'utilité commune.

La Terre comptera bientôt neuf milliards d'habitants ; il y a pour tous de quoi se nourrir, s'habiller, se soigner, se loger, se construire, c'est le choix que nous pouvons faire. S'il passe par

des renoncements pour certains, ceux-là mêmes qui les acceptent en verront les bienfaits. Tout cela nous le savons, il nous faut maintenant le croire, le croire avec ferveur. Saint Augustin, qui avait sous les yeux la fin de l'Empire romain, rassurait ses contemporains en leur rappelant que la fin d'un monde n'était pas la fin du monde. Un monde touche à sa fin, nous pouvons en faire advenir un autre, ce ne sera pas une catastrophe, mais la révélation que l'homme peut être juste, libre et heureux, et capable de construire un avenir bon avec ceux qui croisent sa route.



# Vivre ou survivre...

## Quelles politiques publiques ?

*Les chemins de Tolérance, Les Lumières en Cévennes*  
7<sup>ème</sup> édition du festival, 7 août 2021, Valleraugue

« Celui qui, après avoir écarté l'attente d'une béatitude éternelle, l'avait sécularisée dans les espoirs d'un bonheur de vivre et de bien vivre ensemble dans un futur prévisible est en train de disparaître », publiait le journal *Le Monde*. Ce n'est pas seulement la pandémie mais toutes sortes de signes déjà décelables depuis longtemps qui font du moment actuel « l'acmé du conflit entre l'individu roi, mais nu, auto-entrepreneur de sa vie, et l'État souverain provoquant autant de crainte que de fascination. »

Pour moi, ce moment pourrait être celui du choix entre deux conceptions de la vie : *Bios* : « la vie organique destinée à la disparition et à la reproduction dans la répétition ». Et *Zoé* : « la vie toujours nouvelle, créatrice qui, contre la dégradation inéluctable du biologique, persiste et imagine des itinéraires inédits. »

Je ne voudrais pas avancer masqué, donc j'annoncerai d'emblée quelles sont les influences envers lesquelles je suis redevable. Tout d'abord Jacques Ellul et son complice bordelais Bernard Charbonneau, Ivan Illich. Et plus près de nous : Olivier Rey, Pablo Servigne, inventeur du néologisme *collapsologie*, Jean-Pierre Dupuy et le catastrophisme éclairé, qui signale que si notre ère qualifiée d'*anthropocène* est menacée d'effondrement, elle réserve des possibilités de renouveau, de renaissance inattendue. Si bien que si la lucidité nous condamne au pessimisme, la volonté, si elle demeure créatrice,

nous permet un optimisme qui, sans être béat, ménage un avenir à l'humanité. Je ne vous cacherai pas non plus mon attachement aux travaux de Serge Latouche sur la décroissance et, puisque notre festival a pour emblème *Les Lumières en Cévennes*, mon tropisme quelque peu rousseauiste. Pour conclure cette série de références, je la compléterai par celle qui me détermine fondamentalement, à savoir le *corpus biblique*, source incessante de réflexion et de renouvellement de nos imaginaires.

Pour développer le thème de cette conférence, je m'appliquerai à commenter le texte de présentation dans le livret du Festival. « Les dangers, menaçant les démocraties, pandémies, réchauffement climatique, terrorisme, guerres nucléaires mettent à rude épreuve notre vie commune. Le moins d'État souvent mis en avant dans les sociétés libérales se heurte au désir de protection des individus qui rend ainsi aisées des politiques marquées par la contrainte et la surveillance. Le quoi qu'il en coûte présidentiel n'est pas seulement une annonce budgétaire, mais le révélateur qu'au nom de la survie à tout prix, il nous faudra peut-être accepter un coût : celui d'une vie de servitude sans joie. »

## **État des lieux**

Mais commençons par le commencement, c'est à dire un état des lieux : notre monde, nombreux sont ceux qui le soulignent, est au bord de l'abîme.

Le réchauffement climatique, dont on commence ici à percevoir les conséquences dramatiques, frappe d'ores et déjà d'autres territoires de plein fouet, provoquant des déplacements de populations dont l'ampleur à venir n'a rien à voir avec les migrations actuelles. Certains de nos gouvernants

les instrumentalisent honteusement pour activer et cultiver les peurs.

L'accélération de l'extinction des espèces vivantes induit la réduction inquiétante de la biodiversité.

On peut aussi évoquer le regain grandissant des tensions internationales qui, malgré quelques efforts diplomatiques, engendrent méfiance et violence entre les états qui pourtant, à travers l'ONU, se voulaient unis. Les membres du Conseil de sécurité de cette institution sont eux-mêmes en train de reprendre massivement leurs investissements militaires, y compris nucléaires. Les traités de non-prolifération sont transgressés depuis longtemps.

Et de plus en plus, il faut bien sûr constater l'incapacité des grandes nations à imaginer d'autres modèles de vie que ceux qui se sont développés au XXe siècle, basés sur la production intensive et la consommation compulsive, si bien qu'aujourd'hui les produits toxiques et les déchets ingérables font de nos contrées, des mers et des océans des réservoirs mortifères, des poubelles silencieuses, sauf si quelques illuminés solitaires les désignent et au péril de leur liberté et parfois de leur vie nous alertent.

Et puis si, par ailleurs, il nous faut relativiser ce qui fait notre quotidien depuis plusieurs mois, il est clair que nous devons nous préparer à un développement de plus en plus fréquent de ces attaques virales puisque de ci de là surgissent des agents pathogènes que seule une décélération de la croissance et pour certains une décroissance pourra réduire. La croissance a provoqué l'envahissement de territoires naturels et réduit l'espace vital de certaines espèces qui vivent ainsi dans une promiscuité avec l'espèce humaine dont on ne mesure pas les conséquences : « Il ne fallait pas déranger les chauves-souris », a-t-on dit. Au bord de l'Abîme aussi parce que les états-nations, tous tributaires de cette occidentalisation néfaste, ne savent pas ou ne veulent pas lutter contre la violence des

inégalités sociales et économiques qui les gangrènent et provoquent aussi des ripostes violentes à un système qui s'enferme dans le déni. Ici, permettez-moi de soutenir que si pour une part un Islam s'est radicalisé, c'est aussi une résistance radicale qui, à la recherche d'un nouveau récit fondateur disponible, s'est islamisée).

Le libre marché qui devait être la clef du bonheur a engendré corruption, détournement de fonds, avidité sans limites de quelques milliardaires qui, non seulement se prennent pour des dieux, mais aussi dans leur capacité à manipuler les opinions par médias interposés se proposent de formater les consciences et les inconscients, les anesthésier pour se maintenir dans la jouissance jupitérienne des souverains cyniques et autocrates.

Car, et ce n'est pas le moindre mal, nos démocraties, lorsqu'elles existent, sont en crise. Marx en son temps avait dénoncé la démocratie petite bourgeoise qui pour lui était un cache-misère mensonger eu égard aux injustices sociales et économiques. Mais aujourd'hui, ces démocraties si lentes à se déployer s'achèment les unes lentement et insidieusement, les autres plus spectaculairement vers des régimes autoritaires. La France à ce jour semble en réchapper, mais les indices *graves et concordants*, comme disent les juges peuvent nous alerter et nous inquiéter. La découverte du virus espion Pegasus et le silence du gouvernement sur les relations douteuses de la France avec le régime du maréchal Al Sissi qui, à l'aide de technologies françaises, traque sans pitié ses opposants en Égypte, sont symptomatiques, de même que les lois récentes sur la sécurité et le séparatisme.

En juin 1945, l'éditorial du journal *Réforme*, organe officieux du protestantisme français, sous la plume de Jacques Ellul déjà cité, protestant convaincu, mais aussi professeur de droit, spécialiste de l'histoire des institutions, alors que l'on

venait de découvrir le corps d'Hitler dans son bunker à Berlin, était titré ainsi de manière provocatrice *Hitler a gagné*. Il signalait que si le tyran sanguinaire avait été éliminé, ses idées restaient tapies dans les recoins les plus obscurs de l'âme des puissants. Madame Irène Delmas-Marty, spécialiste reconnue de droit international, actualisait ce propos dans une tribune du *Monde* au lendemain de la mort de Ben Laden : *Ben Laden a gagné* ; c'est à dire que nos nations démocratiques risquaient fort de tomber dans le piège que leur tendait le terrorisme en se laissant aller à déployer sans vergogne le contrôle et la surveillance que quelques auteurs prophétiques comme Orwell avaient annoncée.

Ce monde auquel nous avons cru (1) et qui, après avoir écarté l'attente d'une béatitude éternelle, l'avait sécularisée dans les espoirs d'un bonheur de vivre et de bien vivre ensemble dans un futur prévisible est en train de disparaître.

Alors devons-nous en faire le deuil comme le recommandait Clive Hamilton dans son *Requiem pour l'espèce humaine* ? Devons-nous renoncer à cette civilisation qui, à force de succomber au narcissisme de l'auto-fondation, de l'auto-construction, se trouve confrontée à des impasses désespérantes ? Ou bien faut-il attendre qu'à travers ce deuil, naisse à nouveau un monde plus acceptable, plus vivable, plus convivial, et plus fraternel ? Faut-il demeurer dans l'espérance avec Hannah Arendt dans *La condition de l'homme moderne*, lorsqu'elle dit que la natalité est à l'origine de tous les commencements, de tous les recommencements, quand le mal radical menace de s'imposer. La *natalité*, au-delà de sa signification biologique, est cette capacité de l'humanité à laisser surgir, à faire surgir des événements nouveaux, inattendus, inédits qui, loin des répétitions mortelles, ménagent des espaces et des temps heureux et bienfaisants.

## Comment en sommes-nous arrivés là ?

Ce mal qui nous étreint et que nous subissons, faut-il encore pour y résister en exhumer les racines ? Quelques mots pour dire comment nous en sommes arrivés là.

Tout commence par un *récit*, un récit qui, par la mondialisation ou plutôt l'occidentalisation du monde (2), est devenu à quelques exceptions près le récit commun à tous les peuples. Peuples qui, comme le croyait le président Sarkozy, seraient vraiment entrés dans l'Histoire à cette occasion, à l'exception des peuples africains aux dires de ce même président en l'occurrence un peu inculte.

Ce grand récit commun est celui d'une communauté humaine qui serait *mal partie* puisque, entachée par une violence originelle, elle aurait à la juguler et, par un effort rédempteur s'achever dans un univers paradisiaque.

Ce grand récit dominant et bien entendu empreint de religiosité dans ses diverses déclinaisons a cependant gardé toute sa force lorsque sécularisé, cet achèvement parfait s'est incarné, laïcisé, dans des idéologies de substitution, entre autres le socialisme stalinien, le national-socialisme ou le libéralisme asservi au *divin marché*.

Pour ce faire, il fallait d'une part désaffilier tous les membres des communautés existantes de leurs traditions, de leurs cohésions reçues en héritage par un long chemin pédagogique, ou brutal, vers des autonomies qu'on avait voulu émancipatrices. Par ailleurs, il fallait que ces mêmes communautés privées de leurs valeurs fondées sur des héritages partagés, transcendant leurs actualités, puissent recomposer un tissu collectif.

C'est ainsi que se forgea progressivement la nouvelle souveraineté des États se substituant aux souverainetés

multiples et célestes des Dieux, qu'ils soient uniques ou multiples.

Après cet arasement de toutes les transmissions, cet abrasement du vivant dans sa diversité féconde et originelle, le Léviathan de Hobbes allait faire son chemin, conforté ultérieurement par l'arrogance d'une rationalité positiviste et scientiste dominante.

On assiste ainsi aujourd'hui à l'acmé du conflit entre l'individu roi, mais nu, auto-entrepreneur de sa vie, et l'État souverain provoquant autant de crainte que de fascination, un État à qui chacun est tenté de demander tout, entre autres l'abolition du risque, tout en craignant le pire, entre autres la privation de liberté. Il est vrai que l'Histoire récente a montré que, loin de provoquer le meilleur bonheur, comme Saint Just l'avait envisagé, l'État, et de nombreux États, ont engendré le pire. Par ailleurs, ces mêmes États, par le déploiement de technologies aux effets incalculables et incontrôlables, sont devenus des *colosses aux pieds d'argile*. L'histoire est peuplée de ces empires qui, dans leur totalitarisme rampant congénital, ont implosé et imploseront d'autant plus vite que pour l'instant, nul ne peut penser et même imaginer, au-delà des résistances qui se font jour, ce *monde d'après* dont on nous parle tant; et ceci en particulier parce que tous embarqués dans une histoire linéaire fortement marquée par la certitude du progrès incontournable, nous donnons tous implicitement notre consentement et notre caution à ce processus, à sa montée en puissance que le jeune La Boétie, alors qu'il n'avait que dix-sept ans, avait dénoncé dans son célèbre pamphlet sur *La servitude volontaire*.

## **Retour au présent**

Pourtant, les états comme les individus sont vulnérables et notre histoire, tout en prétendant s'afficher

comme éliminant tous risques, a un coût. Aucune assurance tous risques ne l'en préserve. Le progrès sans limite n'écarte pas l'incertain.

Ces derniers temps, j'ai été alerté par plusieurs évènements significatifs. Deux exemples : cette panne du réseau Orange qui a provoqué une paralysie des appels téléphoniques d'urgence et ayant peut-être généré quatre décès - le réseau en sauve plusieurs milliers par an - a obligé les pouvoirs publics à se défausser sur un manager responsable et donc forcément coupable, car l'Etat doit être infaillible comme naguère le magistrat romain : un coupable qui a dû avouer publiquement sa faute à la demande du souverain. On connaît depuis des lustres l'image du *bouc émissaire* qui, en endossant la faute, dispense le système de se réformer. Il y a une incapacité endémique du souverain, malgré des systèmes de plus en plus sophistiqués de surveillance, de contrôle et de répression, à réguler nos diverses sorties de crise pour le moins chaotiques et incohérentes, nos diverses sorties de confinement en sont le symptôme. Des sorties de crise qui, s'il fallait encore le démontrer, montrent à quel point peu de citoyens sont prompts à prendre au sérieux les injonctions médiatisées d'une gouvernance discréditée et impuissante et par ailleurs hors sol au dire de beaucoup. Et ici, je ne critique pas ce gouvernement, un autre n'aurait pas fait mieux, c'est la gouvernance étatique qui est en cause.

Les commentaires au lendemain de l'élimination de la France en coupe d'Europe étaient du même ordre. Comment une préparation de la plus haute technicité peut-elle aboutir à un tel fiasco ? a-t-on dit. Le hasard et le risque ne font plus partie du vocabulaire rationaliste de notre société sûre de sa maîtrise du monde. Elle se trouve plongée dans le plus grand désarroi lorsqu'ils révèlent leur puissance. Aussi faut-il lui proposer un coupable. Mais, et c'est là peut-être notre chance, par-delà les injonctions à prévoir, à contrôler, à obéir pour survivre, la vie



subsiste et, même dans la désobéissance et l'indiscipline, signale que de nouvelles naissances sont possibles et sont à l'œuvre.

Le *quoiqu'il en coûte* présidentiel a révélé que, au-delà de sa signification initiale destinée à endetter les générations futures, il les condamne à une croissance soutenue. Alors que, comme première mesure significative au lieu de relancer une économie obsolète et tragique, il aurait fallu dès maintenant penser à un moratoire de tous les grands chantiers, exceptés ceux exigés par la sécurité sanitaire et physique des personnes. La preuve en est que seuls 2% des milliards d'euros dégagés pour le plan de relance français sont consacrés à la transition énergétique, ce qui, d'après de nombreux experts, rend caducs les engagements à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Notre descendance est ainsi contrainte à entretenir un système qui la condamne au nom du plein emploi, du progrès technique, de l'innovation obligée, tout en succombant à l'accélération ininterrompue des tâches répétitives, de la performance cause de la dégradation des conditions de travail, du mépris de l'œuvre bien faite ruinée par l'obsolescence programmée.

Ce *quoi qu'il en coûte* révèle surtout qu'une machine infernale est à l'œuvre : l'homme né animal va-t-il être finalement le rouage, l'engrenage servile d'une machine sans âme ? Le sentiment confus d'un éboulement imminent se précise et il s'agit, comme le hamster dans sa cage, d'aller toujours de plus en plus vite pour faire tout au plus du surplace, se condamner à la répétition du même et s'épuiser par un effort de plus en plus désespéré. Lénine avait condamné le gauchisme comme maladie infantile du communisme, le macronisme y compris dans sa rhétorique humaniste et progressiste, sans méconnaître l'apparition fugace de ses ressorts profonds et obscurs lorsque survient, au détour d'une déclaration, la

formule *Les gens qui ne sont rien*, n'est-il pas en quelque sorte la maladie sénile du capitalisme ?

Un capitalisme qui, pour préserver les avantages et privilèges des puissances économiques et financières, s'aveugle sur le moment présent. Pourtant, pour donner suite à cette pandémie, malgré la réalité des nombreux décès qu'elle occasionne, des décès aussi nombreux d'ailleurs étant provoqués par d'autres fléaux, que l'on évoque peu : famines, maladies endémiques, pollution, n'y a-t-il pas un *kairos* à saisir, un moment opportun à féconder ?

Pourtant, derrière la déliquescence et la dégradation du lien social, l'atomisation des relations, la disparition programmée de toutes les institutions médiatrices confrontées à une impuissance étatique anesthésiée par la promotion de la sécurité comme seul bien commun à sauvegarder, l'appel à des forces vives renaissantes se fait jour.

Les Grecs avaient deux mots pour parler de la vie : *Bios* et *Zoé*. *Bios* : la vie organique destinée à la disparition et à la reproduction dans la répétition. Et *Zoé* : la vie toujours nouvelle, créatrice qui, contre la dégradation inéluctable du biologique, persiste et imagine des itinéraires inédits. La vie dont témoigne le film *Z* de Costa Gavras, où le héros assassiné demeure la hantise persistante de la dictature des colonels.

N'est-ce pas le moment, alors que pour la première fois depuis plusieurs siècles, l'indicateur souvent revendiqué par les adeptes du progressisme, l'*espérance de vie* stagne et fléchit ? N'est-ce pas le moment de changer de regard, de paradigme et, prémices d'un agir renouvelé, de réécrire le récit qui rassemble ceux qui sont disséminés dans des solitudes dépourvues de sens, grosses de violences incontrôlables ?

## Un nouveau récit devient nécessaire

Un autre récit parce que cela commence toujours comme cela : la parole a du poids, elle est performative, comme l'a montré le linguiste Austin. Ce nouveau récit peut s'articuler autour de certains thèmes.

Tout d'abord il nous faut en finir avec cette idée qui nous tenaille depuis saint Augustin et qui voudrait que l'humanité soit mal partie, que spontanément et originellement l'humanité ne soit capable que de violences, de haines, de desseins de meurtre, et que la tâche des gouvernants soit de les juguler par une contractualisation liberticide des rapports entre les femmes et les hommes. Une contractualisation qui, obnubilée par l'horizon de la perfectibilité et de la perfection finale, ne peut que déboucher sur une société policière toujours tentée par la répression et par l'élimination de tout ce qui serait potentiellement déviant.

Un autre récit est possible, celui de l'entraide, de la compassion, du soin de l'autre. Cet autre que Pablo Servigne, tout *collapsologue* qu'il soit, a mis en évidence : et si l'homme était naturellement bon et qu'il fallait, non pas le contraindre, mais au contraire l'autoriser à cultiver cette nature, en le délivrant de ses peurs, de la peur du *risque de la compassion* ?

Et ici, m'autorisant à exposer mon tropisme biblique, je voudrais vous livrer ma lecture de la parabole du Bon Samaritain, dans *Luc*, chapitre 10, verset 25-37.

Une lecture attentive du texte montre que les deux premiers voyageurs, le prêtre et le lévite, font un écart lorsqu'ils passent à côté de cet inconnu à demi mort. Une seule raison explique cet écart : la peur, non pas d'être agressés à leur tour, non pas de transgresser un précepte, mais la peur en passant d'être pris dans l'orbite de la compassion, la peur d'être pris dans l'attraction d'une souffrance qui appelle à l'aide, parce qu'au

fond de chacun d'eux, par-delà leur besoin de sécurité, règne l'impérieux désir de venir en aide. Un désir qui à ce moment-là n'ose pas s'avouer et risquer la compassion qui le détournerait de son itinéraire programmé. Et il s'agit ici, à partir d'un récit renouvelé, de choisir entre la survie sécurisée et sécurisante, alimentée par des peurs quoi qu'il nous en coûte de nos intimes solidarités, et la vie risquée conviviale, fraternelle et compatissante, source de joie créatrice, libérée de toutes les chaînes qui enferment dans la solitude d'une humanité frileuse. Car l'humanité n'est pas un ensemble d'éléments qui subissent des interactions douloureuses, mais un corps vivant. Pas le corps géométrique de l'homme de Vitruve (3), mais un corps dont tous les membres sont au bénéfice de leurs liens dans une dépendance créatrice.

Ainsi, le deuxième point fort de notre commune humanité n'est pas dans la pulsion originelle de la performance de l'individu, centre solitaire d'un monde où l'homme est ramené à la géométrie abstraite du cercle et du carré, mais dans la chair vivante, en capacité toujours actuelle des passions heureuses et joyeuses que seuls nient quelques cyniques récalcitrants.

L'histoire d'ailleurs nous l'enseigne : les grands moments de crise ont occasionné des comportements de cruauté, de repli sur soi égoïste, mais aussi et surtout d'abnégation, de courage altruiste, et de don de soi sans limite.

À l'heure de l'illusion d'un *monde d'après* fantasmé autour de l'homme augmenté, il y a la possibilité dès à présent d'un homme et d'une femme responsables, soucieux de leur propre survie certes, mais surtout mobilisés par la vie avec les autres, pour les autres. La pandémie que nous traversons le montre d'ailleurs. Face au cortège de menaces qui pèsent sur l'humanité, en ces temps dits apocalyptiques, il est bon de se souvenir que, loin de générer un catastrophisme mortel et inéluctable, l'apocalypse, c'est son sens premier, est un

révélateur, le révélateur aussi bien des faces obscures de ces temps que de leurs faces lumineuses et le récit qu'on en fait et qu'on en fera déterminera le sens de ces temps et soutiendra les choix d'un agir prometteur. Un agir qui honorera les capacités de fraternité, de partage solidaire, et rangera aux oubliettes ces récits qui nous plombent dans un pessimisme mortifère. C'est à ce prix que nous pourrons espérer non pas seulement survivre, mais vivre dans la ferveur des joies simples.

En refusant les discours nous enfermant dans les plans de relances, dans la programmation du retour de la croissance, nous échapperons paradoxalement à cette ambition prométhéenne et à une perfection inatteignable qui engendre, outre la misère, une police des comportements toujours plus contraignante.

Loin de l'espérance de voir rebondir les indicateurs du PIB qui comptabilisent sous une même rubrique les dépenses d'éducation, l'élimination des déchets ou les accidents de la route, et l'accumulation sécurisante des biens au détriment du plus grand nombre qui demeurent les damnés de la terre, nous pouvons nous abandonner en toute confiance à la joie des liens féconds et vivifiants comme déjà Jean-Jacques Rousseau le proposait. Ce sont là les axes majeurs de ce nouveau récit en gestation : par-delà la déliaison qui accable nos sociétés, retrouvons le sens de l'alliance, non pas aliénés dans une société marchande, mais alliés dans une société fraternelle. Les bribes de ce récit abondent et suscitent un agir renouvelé, à nous de les recomposer de telle sorte que, munis d'un héritage reformulé et reconstruit, nous avançons vers les plaines d'un nouvel art de vivre que de petites clairières lumineuses éclairent déjà au cœur même de ce qui est devenu une jungle effrayante.

## De nouvelles institutions

Pouvons-nous rêver, imaginer, proposer, mettre en œuvre de nouvelles institutions ?

Dans ce temps réduit à la pure actualité d'un présent sans passé ni avenir, où les institutions elles-mêmes se comportent avec de plus en plus d'incivilités, il est temps de redonner de l'épaisseur à la responsabilité politique, qui s'épuise dans le spectacle de ses désordres et succombe aux nécessités du marché. L'homme ou la femme politique sont devenus un bien de consommation comme un autre.

Les promesses se vendent et inéluctablement s'évanouissent dans l'obsolescence qui les condamne au rejet. Quand l'État vacille ou au contraire garde un équilibre indifférent aux mouvements de la société, la crise de confiance est telle qu'il n'est plus en mesure d'être à l'origine de politiques publiques pertinentes, acceptables et productives d'effets bénéfiques.

Dans la situation où nous sommes aujourd'hui, l'urgence est de dire, par une communication sans esquivé, à quel point s'impose une vérité à laquelle nous n'échapperons pas. Soit, dans le désordre, le chaos voire la barbarie, nous nous dirigeons vers un déclin subi. Soit nous choisissons une décroissance sous toutes ses facettes, une décroissance qui ne doit pas faire peur si, par des mesures appropriées, elle s'accompagne d'une justice sociale courageuse et persévérante. Pour ce faire, l'État doit pour ainsi dire réduire son emprise sur les collectivités territoriales et leur redonner leurs pleines responsabilités.

L'État central, et en particulier le nôtre *jacobin*, est devenu un Moloch dévorant, stérilisant la sève des communautés locales vivantes, qu'une centralisation voulue en 1981 voulait libérer. Un Moloch qui, par le déploiement de nouvelles technologies, a au contraire détruit les effets de cette décentralisation,

alourdie sous l'emprise de l'État au nom d'une normativité de plus en plus astreignante.

Ainsi nombre de politiques locales voulues par des élus proches de leurs administrés n'ont pu être mises en œuvre, compte tenu des normes exigées, de l'encadrement draconien des financements dont la conséquence a été entre autres l'appauvrissement d'un tissu associatif de proximité pertinent et reconnu, facteur de cohésion sociale. Et ici, on ne dénoncera jamais assez le rôle des commissions de sécurité qui, pour donner suite à la judiciarisation anglo-saxonne de nos sociétés, ont tari la liberté des réponses locales aux besoins sociaux. Combien d'activités, combien de locaux ont-ils été supprimés ou fermés, suite aux contraintes sécuritaires dont les effets financiers ont en outre dissuadé le bénévolat et provoqué ainsi une insécurité grandissante dans des quartiers abandonnés. Au nom de la sécurité juridique et pénale, on a provoqué l'insécurité sociale.

Ainsi faut-il que décroisse le pouvoir central de l'État au profit de celui des collectivités territoriales, au nom entre autres d'un principe de subsidiarité qui autorise toute initiative locale sans la soumettre à un millefeuille administratif paralysant. Ce principe de subsidiarité devrait par sa réactivation permettre à des unités territoriales plus réduites de répondre aux besoins fondamentaux : se nourrir, se vêtir, avoir un toit, recevoir des soins, retrouver une joie de vivre... Pour ce faire, il est en outre indispensable que ce que l'on appelle le personnel politique soit beaucoup plus mobile et que chaque citoyen puisse se sentir responsable non seulement de sa vie, mais de celle de sa collectivité ou communauté d'appartenance. Le mythe de la nécessaire professionnalisation des élus doit être battu en brèche. Un *turn over* doit être institué avec beaucoup de détermination. D'autres modes de désignation que l'élection doivent être recherchés, c'est ainsi que se redéploiera une confiance dans les institutions, gage

d'acceptabilité par le plus grand nombre des politiques publiques à mettre en œuvre pour la conversion majeure que doivent accomplir nos sociétés.

C'est ainsi d'ailleurs que nous pourrons passer d'un État toujours sur la défensive et en réaction, à des communautés politiques à l'offensive face aux grandes menaces qui se développent.

Alors, quels sont ces chantiers qui permettent de passer de politiques de survie à des politiques de vie, fécondes et créatrices en dépit des écueils que nous percevons ? Plusieurs doivent être menés conjointement.

Le premier est celui du contrôle des revenus. La lutte contre l'accroissement des inégalités qui gangrène la coexistence est un chantier majeur, accompagné d'une révolution fiscale visant à une plus grande justice sociale qui seule permettra d'affronter plus paisiblement les échéances inéluctables qui se profilent. Certains économistes ont évoqué, comme Gaël Giraud et Cécile Renouard, un facteur douze en matière d'écart de revenus. Il pourrait se formuler ainsi : « Il n'est pas possible à un individu de gagner plus en un mois ce que quelqu'un gagne en un an. » La rationalité économique doit s'appuyer sur des symboles forts.

Mais au-delà de notre destin national, il s'agit, et c'est là le deuxième chantier, de changer complètement notre regard sur *l'étranger*, il nous faut accueillir solidairement (4), avec générosité, nous pays réputés sûrs jusqu'à ce jour, les peuples en déroute qui frappent à nos portes suite aux famines, sécheresses, catastrophes climatiques, économiques, conflits violents... Il faudra bien partager les richesses après les avoir accaparées. En revanche, cet accueil devra se conjuguer avec une redéfinition radicale des termes d'un marché mondial marqué par l'inégalité substantielle d'un commerce qui ne subsiste que par l'existence de rapports de force, de domination, la plupart du temps soutenu par les armes.



Il ne nous faudra pas craindre un appauvrissement en termes de revenus monétaires, s'il est corrélé à un resserrement des solidarités passant entre autres par une restauration significative des services locaux de proximité, gratuits, accessibles à tous, notamment en ce qui concerne les besoins de base, se nourrir, se loger, recevoir des soins, s'éduquer... Ainsi, à la notion de pouvoir d'achat pourra se substituer le désir d'échanger, de donner, de recevoir, c'est-à-dire tout simplement le *vouloir vivre*.

Le troisième chantier concerne la propriété privée.

La solidarité, si elle passe par un rééquilibrage des revenus, passe aussi par une limitation drastique de l'accumulation patrimoniale qui, avant d'être une propriété privée, doit être considérée comme des *biens communs* dont l'usage doit être pris en charge par toutes les formes possibles d'associations d'acteurs et d'usagers. On pourrait ici s'inspirer de la *notion de jubilé* rappelée par David Graeber dans *Histoire de la dette*, qui organise régulièrement un réajustement des patrimoines. L'économie sociale et solidaire en trace déjà les pistes.

Quatrième chantier et non le moindre, apprendre à vivre mieux avec moins : *Moins de biens, plus de liens*. L'épuisement des ressources, la nocivité de la croissance qui en fait, si elle est un simulacre de bonheur, est cause de malheur pour ceux qui en sont les victimes, doivent nous conduire à une simplicité de vie. Il nous faut retrouver la ferveur des joies simples.

Se nourrir, se vêtir, avoir un toit, se réjouir ensemble, prendre soin les uns des autres, doivent être autant de repères qui balisent les chemins à parcourir.

Cinquième chantier majeur : l'éducation. Refaire de l'école un lieu d'apprentissage de l'entraide et non plus de la réussite des trajectoires individuelles et concurrentes. C'est peut-être là la clef de voûte de l'édifice à reconstruire. De ce chantier doivent émerger des pratiques culturelles délivrées des impératifs

d'une société marchande qui restreint les aptitudes à l'imagination et à la création tout en occasionnant une diarrhée de productions parfois dénuées de tout intérêt, sinon celui de répondre au besoin compulsif de saturer l'espace public pour écarter tout véritable renouveau.

Pour conclure, je dirais que le choix que nous avons à faire désormais, à l'instar du titre de cette contribution, est de vivre et non pas de survivre. Vivre dans la confiance qu'un avenir demeure ouvert et non pas survivre sans joie dans la méfiance et les sécurités aliénantes.

Ce qui est sûr aujourd'hui, c'est que nous avons en main la responsabilité de dégager de nouveaux horizons, et si nous n'avons pas les recettes politiques préétablies de notre avenir, nous avons en tout cas « l'ardente obligation de lutter et de résister à l'inacceptable qui se répand. » Ce sont là les propos d'une rescapée du camp d'Auschwitz qui aujourd'hui encore, à 92 ans, se bat contre la déshumanisation d'une terre qui ne demeurera habitable que dans la mesure où nous éliminerons les aveuglements et la domination des forces obscures du capitalisme, de l'argent et de la finance. Peut-être, par-delà nos hypocrisies, retrouverons-nous le sens du *doux commerce* auquel croyait l'une de nos lumières, Montesquieu, un *doux commerce* pour tous et non pas pour des prédateurs ignobles et avides qui en ont accaparé les bienfaits pour ruiner notre monde et ceux qui l'habitent.

Un mot encore : ne craignons pas chacun à notre place de prendre des initiatives risquées. N'attendons pas les accords et autorisations nationaux ou internationaux pour mettre en place ce qui est juste. Croyons au témoignage actif, véridique. À son exemple, il nous faut désormais dépasser les dualismes paralysants entre le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté, entre l'éthique de responsabilité et l'éthique de

conviction, entre le pragmatisme et l'utopie. Il nous faut marcher sur la ligne de crête, en équilibre entre ces options. Et avec votre autorisation et même sans, permettez-moi de citer un verset biblique qui illustre le seul choix possible, issu du livre du Deutéronome qui présida à une grande réforme sociale, politique et économique du royaume de Juda au VII<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ : « Voici, j'ai mis devant toi la vie ou la mort, choisis la vie. »

## Notes

---

(1) Sur ce sujet, Philippe Bihoux, ingénieur centralien, spécialiste des questions environnementales, vient de publier *Le Bonheur était pour demain : Les rêveries d'un ingénieur solitaire*, Seuil (Anthropocène), 2019. Il y met à mal cette certitude (celle de Condorcet en particulier) de la perfectibilité inéluctable de l'être humain reprise par le révolutionnaire Saint Just, pour qui la notion de bonheur devenait le maître mot d'un avenir programmable.

(2) Pierre Legendre, *Ce que l'Occident ne voit pas de l'Occident : Conférences au Japon, 1001 Nuits (Les quarante piliers)*, 2004.

(3) L'homme de Vitruve : dessin célèbre de Léonard de Vinci. Symbole de la Renaissance imprégnée de rationalisme et d'anthropocentrisme réducteur en inscrivant le corps de l'homme en même temps dans un cercle et un carré.

(4) Honte à nous qui refoulons ces frères et sommes complices des conditions dans lesquelles ils sont concentrés, torturés, assassinés dans des camps mortels que nous finançons dans des pays à la périphérie de nos confort, quand nous ne les obligeons pas en toute lucidité à mourir noyés sous nos yeux !



## En guise d'*envoi*

A l'heure où l'avenir n'est plus programmé et le présent inquiétant. A l'heure où l'on attend plus de messie venant d'ailleurs, à l'heure où les utopies ont fait long feu et les révolutions déçues, nous allons peut être découvrir que l'homme et la femme devenant adultes, enfin débarrassés de toutes religiosités, aliénantes, peuvent écarter la malédiction que Gramsci craignait : « ... Quand le monde ancien disparaît et que le monde nouveau tarde à paraître, c'est dans cet entre-deux que surgissent les monstres ». Les monstres sont à l'affût et la barbarie se répand, mais les résistances peuvent être plus fortes, et résonne alors la voix d'Albert Camus : « Chaque génération se croit appelée à transformer le monde, la nôtre ne le fera pas, sa tâche est bien plus grande, elle consiste à empêcher qu'il se défasse ». (*Discours de Stockholm*, 1957).

Dans ce temps, c'est à une éthique renouvelée que nous sommes appelés, libérée de tous les dogmes, de toutes les idéologies : le seul dieu devant lequel nous pouvons nous incliner est l'*Autre* qui par son visage m'appelle et m'interpelle pour que nous fabriquions ensemble les liens qui construisent un monde nouveau. Ainsi nous sortirons de ce temps paralysé et anesthésiant pour que le présent ne soit plus une prison, mais un don reçu dans la gratitude dont nous devons nous saisir pour résister, nous relever et rebâtir une terre habitable. Cette éthique du visage rencontré et de la parole confiée loin de tous les écrans corrupteurs est les prémices d'une ère dont il n'est pas permis de désespérer, sous peine de ne pas respecter notre humanité. Puisseons-nous avoir l'audace de cette confiance, renvoyer l'inacceptable, l'intolérable et choisir une bonne fois pour toutes, la vie.

Valleraugue, 12 février 2023

## Remerciements

A mon épouse Geneviève qui m'a accompagné durant toute cette période de maturation, à Anne Baylé et Alain Bellet, respectivement Présidente de l'Association *Arpoézi-en-Aigoual* et directeur artistique du festival *Les chemins de tolérance, les Lumières en Cévennes*, et leurs équipes, qui m'ont accueilli et soutenu dans la réalisation de ce recueil, Jean de Saint Blanquat, pour avoir publié certains de ces textes sur le site *Forum Protestant*, et puis le public cévenol, pluriel, qui par ses doutes, ses questionnements, ses convictions demeure ce terreau fertile qui, une fois de plus, fait se lever des espérances inattendues.

Jean-Pierre Rive

## Sommaire

Un artisan de la pensée, préface d'Alain Bellet.....	3-4
Ce moment charnière qui se profile.....	5-14
Citoyenneté et appartenances culturelles.....	15-26
Espérance chrétienne et violences du capitalisme.....	27-34
Des lumières aux lucioles.....	35-54
La décroissance, pour choisir la vie.....	55-62
Vivre ou survivre, quelles politiques publiques ? .....	63-81
En guise d' <i>Envoi</i> .....	83
Remerciements.....	84
Sommaire.....	85





Tout renseignement :  
*Festival Les Chemins de Tolérance, les Lumières en Cévennes*  
Association Arpoézi-en-Aigoual  
Active, Association Culturelle pour le Texte et l'Image Vivante  
arpoezi@laposte.net  
association-active@wanadoo.fr  
cheminsdetolerancecevennes@gmail.com  
06 30 50 73 07

Achévé d'imprimé sur les presses d'ICN  
64300 Orthez, Cité du Livre  
En avril 2023  
Dépôt légal : mai 2023

Editions Active  
ISBN : 978-2-912752-23-9







# Cahiers des Chemins de Tolérance

*Les Lumières en Cévennes*

## Un artisan de la pensée



Farouche défenseur de la *citoyenneté à la française*, de la *laïcité* et des valeurs d'une *République* qui devrait davantage se remettre en question pour œuvrer à une nécessaire amélioration de la vie commune, Jean-Pierre Rive s'efforce d'offrir non pas des solutions à l'emporte-pièces, mais des sentiers ouverts pour des lendemains à saisir, bien éloignés des schémas réducteurs et politiques. Son engagement éthique et militant pour une démocratie réelle et la disparition des inégalités sociales et culturelles constitue l'assise d'une forte

parole toujours reliée au réel et à la connaissance des territoires qu'il a servi de nombreuses années, tant en qualité de pasteur de l'Église Protestante Unie, qu'en responsabilité professionnelle de cadre territorial. Le lecteur va découvrir ou redécouvrir ici l'essence profonde d'une pensée humaniste, toujours enracinée dans l'expérience de la vie et profondément impliquée dans notre temps. Celui des doutes.

Alain Bellet

Editions Association Active



Prix : 10 Euros

©Photographie de couverture, Patricia Baud